

CHRONIQUES

La Revue d'Informations des Communautés à la Base ★ Trimestriel Togolais N° 001

DE LA BASE



**Ministère du Développement à la Base,
de l'Artisanat, de la Jeunesse
et de l'Emploi des Jeunes**



POUR TOUS VOS BESOINS DE COMMUNICATION NOS PRIX CHUTENT :

NOUVEAU

INTERNET
jusqu'à
80%
de réduction*
sur le forfait
internet

mba fri
mabé fri
mèbè fri
m'fri
m'bé fri
mêwê fri
mlé fri

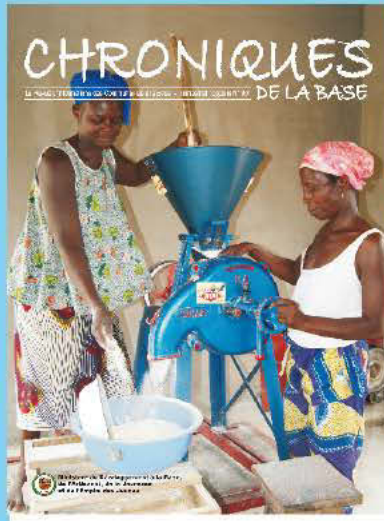
VOIX
jusqu'à
0,27^F TTC /seconde
soit
16^F TTC/min*



* Selon l'offre choisie.

**OFFREZ-VOUS LA SOLUTION
QUI VOUS CONVIENT**

**POUR EN SAVOIR PLUS, APPELEZ LE 112
OU VOTRE GESTIONNAIRE.**



CHRONIQUES DE LA BASE

Conseiller Editorial &
Directeur Artistique
Erick Kaglan

Secrétaire de Rédaction
Rodolph Dzanua

Crédit Photos
Erick Kaglan

Maquette & Infographie
Achille Gongo

Marketing & Distribution
Sam Johnson

Imprimerie
Groupe IPC Communication

Tirage
10.000 exemplaires

Renseignements
+228 938 18 37
chroniquesdelabase@gmail.com

Une publication du
Ministère du Développement
à la Base, de l'Artisanat,
de la Jeunesse et de
l'Emploi des Jeunes

SOMMAIRE

EDITORIAL

Parier sur le cheval gagnant 05

DOSSIER 1

DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Plateformes Multifonctionnelles 08

Microfinance 26

Sur les traces de la Base 32

DOSSIER 2

JEUNESSE & EMPLOI DES JEUNES

Forum National de la Jeunesse 42

Programme de Volontariat National 54

Programme AIDE 58

Entreprenariat 62

Trucs et Astuces 66

Vacances Utiles et Citoyennes 68



PROGRAMME EXCELLENCE JEUNES



OBJECTIF

Le Programme Excellence Jeunes a pour ambition d'identifier et de suivre de jeunes africains aux cursus scolaires prometteurs, de leur transmettre la culture de l'excellence afin qu'ils puissent incarner un nouveau modèle d'entrepreneurs africains avec une vision et une éthique commune.

OBJECTIF SPECIFIQUE

Accompagner les jeunes en matière d'éducation dans un programme conçu pour développer leurs sens de l'entrepreneuriat et du leadership, et leur volonté de servir l'Afrique.

PROMOTION D'UNE NOUVELLE GENERATION
DE JEUNES LEADERS AFRICAINS

www.resexcell.org



Photo/Erick Kaglan

Parier sur le cheval gagnant

Par Victoire Tomégah Dogbé*

Les attentes de nos populations sont nombreuses et légitimes et toutes plus urgentes, les unes que les autres. Mais rien ne sert de courir ; il faut partir à point... Les défis que nous sommes tous appelés à relever pour un mieux-être des couches les plus vulnérables de notre pays nous commandent de faire montre de beaucoup de lucidité et de clairvoyance dans nos choix. C'est pourquoi, étape par étape, progressivement, nous nous sommes engagés dans des stratégies qui, à coup sûr, apporteront une bouffée d'oxygène à nos mères, à nos sœurs, et plus d'assurance à notre jeunesse qui semble avoir perdu tout espoir d'un lendemain meilleur.

Au nombre de ces stratégies, figure en bonne place le **Programme Plateformes Multifonctionnelles** qui est une version améliorée du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG). En effet, l'énergie étant le moteur essentiel du développement, il nous a paru essentiel de lancer ce vaste programme dans le but de permettre aux communautés défavorisées de notre pays d'avoir accès aux services énergétiques et partant, aux services sociaux de base. Ça marche au Burkina. Ça marche au Mali. Pourquoi cela ne marcherait-il pas chez nous ? Il suffirait que chacun de nous y mette du sien pour que ce programme réussisse. Si de nos jours, le poste

téléviseur peut être encore une curiosité pour des enfants togolais..., si des jeunes filles et femmes togolaises doivent consacrer une grande partie de leur journée à puiser de l'eau, à écraser les graines de maïs ou à piler des noix de palme..., mesurons par nous-mêmes l'immensité des défis à relever.

Et pour y arriver, nous savons pouvoir compter sur tout un chacun. Nous savons pouvoir compter sur le dynamisme et l'engagement de notre jeunesse qui retrouvera graduellement, nous en sommes convaincus, ses valeurs de patriotisme et de citoyenneté et surtout son enthousiasme perdus au cours de nos années de discorde.

La longue crise que notre pays a traversée a considérablement affecté sa capacité à offrir des emplois décents à sa jeunesse. Voilà pourquoi nous nous évertuons à créer chaque jour les conditions pour offrir les chances d'un emploi aux jeunes et favoriser, ce faisant, la **cohésion sociale**, condition première de tout développement.

En faisant le choix d'accorder nos violons et d'envisager l'avenir du Togo avec beaucoup plus d'optimisme et de détermination, nous aurons parié sur le cheval gagnant.

Dans ce deuxième numéro de notre périodique, vous trouverez des clés pour mieux comprendre et partager les préoccupations de notre jeunesse et de nos communautés à la base.

Bonne lecture et bonnes vacances à tous.

*Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

TOGO CELLULAIRE

Grand JEU
13^{ÈME} ANNIVERSAIRE
Du 1/07 au 31/07/2011

Rechargez
GAGNEZ



TIRAGE AU SORT

1^{er} Prix
Duster Renault



INSTANT GAGNANT

A chaque rechargement GAGNEZ des MINUTES gratuites

INSTANT GAGNANT

1^{ère} CHANCE

**Chaque carte rechargée vous donne la possibilité de GAGNER
INSTANTANÉMENT des minutes de crédits.**

TIRAGE AU SORT

2^{ème} CHANCE

**Plus vous rechargez de cartes pendant la période du jeu,
plus vous augmentez vos chances de gagner de nombreux lots :**
SUPER LOT - 4X4 Duster RENAULT
et de nombreux autres lots - 40 motos 125 cm²,
220 demie pièces pagnes super Wax, 240 sacs de riz de 25 kilos,
80 bons de carburant de 200 litres chacun.

CLASSE	Cartes de rechargements	Nombre de points
Argent	1000	3
	2000	8
	4500	20
Or	9000	45
	22500	125
	45000	275



LE LEADER

DOSSIER 1

DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Plateformes Multifonctionnelles

Elles ne pilent plus!	08
Ces "Amazones" aux commandes	12
"Les impacts des plateformes seront perceptibles d'ici peu chez nous": Le Coordonnateur	16
Attirés par la lumière	18
Cap sur mille plateformes dans 5 ans	22

Microfinance

Le microcrédit vital	26
"Notre vision est de participer de manière active au développement socioéconomique de la base": WAGES	30

Sur les traces de la Base

Helping them to help themselves	32
Air France sur les traces de la Base	36

Plateformes Multifonctionnelles

Elles ne pilent plus!

Autrefois obligées de recourir aux techniques artisanales pour produire l'huile de palme, les femmes de Gapé-Dzatikpo retrouvent le sourire grâce à leur plateforme multifonctionnelle.

Gapé-Dzatikpo. Préfecture de Zio. 80 km au Nord-Ouest de Lomé. Le jour se lève... Pendant que les hommes saisissent leurs houes et coupe-coupe et prennent la direction des champs, les femmes s'activent pour la corvée d'eau quotidienne ou pour la transformation des noix de palme.

L'activité principale dans ce village d'environ mille habitants est la culture des palmiers à huile et la transformation des noix de palme. En témoignent les vastes étendues de palmeraies que les habitants de Dzatikpo préservent depuis des générations.

Ablewa, 40 ans, attise le feu sous une marmite contenant des noix de palme. Autour d'elle, quelques bassines remplies de noix déjà cuites.

"Chaque matin, de très bonne heure, déjà autour de 3 heures, nous mettons les noix sur le feu - avec un peu d'eau - et nous les couvrons avec ce torchon - pour qu'elles soient bien cuites. Ensuite, nous attisons le feu - et cela

cuit comme il faut - et après, nous les enlevons du feu et les étalons", nous explique-t-elle.

Cette activité, Ablewa l'exerce depuis toute petite. Elle l'a apprise de sa mère. Toutes les femmes et filles du village font cela. Même enceintes, elles y sont contraintes. Certaines femmes ont dû avoir des complications durant leur grossesse. D'autres ont même perdu leur vie en voulant en donner.

Elle nous montre ensuite un mortier et des pilons qui leur servent après à piler les noix une fois cuites - pendant de longues heures - jusqu'à ce qu'elles soient bien malaxées.

La pâte ainsi recueillie servira à préparer l'huile de palme.

"Nous pilons de toutes nos forces si bien que les pilons se fendaient parfois", souligne-t-elle.

"Environ 20 à 30 bassines par jour - Et c'est ce que nous faisons pour vivre", ajoute-t-elle.

Ablewa et les siennes n'observent de pause que pour aller puiser de l'eau, et c'est ainsi que se déroulent leurs

journées jusque tard le soir, autour de 22 heures.

"Mais maintenant, nous ne pilons plus", s'empresse-t-elle d'ajouter, toute soulagée.

A quelques pas d'elle, deux femmes âgées assises sous un manguier, concassent des noix, les mains nues, pour nous rappeler leur calvaire passé.

"Avant, de retour des champs, même fatiguées, nous étions obligées de concasser une à une les noix de palme que nous vendons à 10 ou à 25 francs le bol pour prendre soin de nos enfants", raconte Adzoa Lebé, 50 ans.

Faute d'équipements de transformation, Adzoa et les autres femmes de son village étaient bien obligées de recourir à cette technique artisanale, bien rudimentaire, pour concasser des noix de palme devant servir à produire l'huile de noix de palme.

"Nous concassions si bien qu'on se blessait souvent les doigts et même les yeux parce que les coques de noix nous sautaient souvent dans l'œil et on passait des jours à s'en remettre", se



Photo/Erick Kaglan

“ Nous pilons de toutes nos forces si bien que les pilons se fendaient parfois (...). Mais maintenant, nous ne pilons plus ”

souvent-elle.

"Et puis, c'est tellement laborieux qu'on passait des heures à concasser un petit panier de noix qu'on revendait contre pas grand-chose", ajoute-t-elle.

Aujourd'hui, toutes ces pratiques rudimentaires sont bien un lointain souvenir pour Adzoa.

"Aujourd'hui, plus question de concasser manuellement des noix. Désormais, nous prenons juste ce panier rempli de noix que nous allons verser dans la machine. Et le tour est joué", se réjouit-elle.

"Du coup, nos revenus augmentent ! Et nous sommes très contentes", s'exclame Adzoa.

Elle se lève et esquisse quelques pas de danse sur un chant de réjouissance

improvisé.

Sa camarade, Aku Adedzogbe, une veuve de 60 ans, exulte de concert avec elle, en prenant appui sur une canne.

"Quel est ce bonheur qui nous arrive !", chantent-elles en boucle.

"Nous moulons désormais le maïs, nous concassons les noix, nous râpons le manioc et nous aiguisons nos hoes grâce à nos nouvelles machines. C'est un grand soulagement pour nous les veuves", se réjouit Aku.

Ces machines qui révolutionnent désormais la vie des habitants de Dzatikpo et tout particulièrement des membres du groupement Fomenenyo [en éwé : bien-être familial] constituent leur plateforme multifonctionnelle.

Les plateformes sont conçues pour se

substituer à la force motrice des habitants dans les zones rurales afin d'alléger leurs corvées quotidiennes, de renforcer l'autonomie financière des femmes et de générer des emplois au niveau local.

Ces machines sont en cours d'installation dans une vingtaine de villages au Togo à la faveur d'un projet piloté par le ministère du développement à la base - projet inspiré de l'expérience réussie du Burkina Faso.

Les villages concernés durant la phase pilote du projet sont situés dans les préfectures de Zio, Vo, Ogou, Blitta, Sotouboua, Tchamba, Kozah, Binah, Assoli, Kéran, Tône et Tandjouaré.

Les plateformes sont constituées d'un moteur diesel entraînant divers modules de transformation de produits agricoles notamment des moulins, des décortiqueuses, des malaxeuses, des concasseuses, des égreneuses, des broyeurs, des presses à huiles, etc., selon les besoins des communautés bénéficiaires.

Elles sont également équipées d'un



Photo/Erick Kaglan

Deux femmes concassant des noix à mains nues : la vieille méthode

alternateur fournissant de l'énergie pour l'électrification des villages et pour des opérations de soudure, d'aiguisage, de menuiserie, de charges de batteries, etc.

"Avec l'arrivée de la plateforme, beaucoup de choses ont changé dans notre village", estime Emmanuel Bokor, coordonnateur du groupement Fomenyeno.

"Auparavant, il n'y avait pas de moulin dans le milieu. Les femmes se déplaçaient, parcouraient de longues distances pour faire la farine du maïs. Et elles faisaient la queue. Avant, elles transformaient difficilement les noix de palme pour faire l'huile rouge, mais avec l'arrivée de la plateforme, elles transforment rapidement l'huile rouge", explique Emmanuel.

"On n'avait pas de concasseur. Les noix de palme, elles les concassaient une à une. Mais avec l'arrivée de la plateforme, en un rien de temps, on a beaucoup de noix de palme concassées ; ce qui fait vite produire l'huile de noix de palme", poursuit-il.

Pour Togbui Egah Adzraku IV, 85 ans, qui dirige ce village depuis un quart de

**“
Nous concassons
désormais les noix
(...) grâce à nos
nouvelles machines. C'est
un grand soulagement
pour nous...”**

siècle, ce moulin est une première.

"Nous allons à Gapé-Kpédzi où il y a un vieux moulin à maïs et une meule", raconte-t-il, estimant que ce nouveau moulin vient mettre un terme à leurs peines

"C'est une très grande joie pour nous et c'est un soulagement pour nos femmes qui ne pilent plus, ne concassent plus à mains nues. Tout est désormais facile pour elles ! Vraiment, c'est trop bon !", se réjouit l'octogénaire.

Selon les besoins exprimés par la

communauté de Dzatikpo, une malaxeuse et un concasseur sont mis à leur disposition pour la transformation des noix de palme, de même qu'un moulin à maïs. Leur gestion est confiée aux femmes du groupement Fomenyeno.

Le choix des groupements féminins de gestion des plateformes a été réalisé avec l'appui de l'Institut Conseil et Appui Technique (ICAT) ou des ONG intervenant dans les régions.

Au nombre de ces ONG, l'Agence Adventiste d'Aide et de développement [Adventist Development and Relief Agency, ADRA].

"Le groupement Fomenyeno est l'un des meilleurs groupements que nous encadrons depuis quelques années maintenant dans la zone de Gapé", atteste l'ONG, soulignant : "C'est surtout la mise en pratique des leçons apprises, l'augmentation de leurs surfaces cultivables et l'amélioration de leurs revenus à travers leur persévérance dans les Activités Génératrices de Revenus, qui leur ont valu d'être désigné pour gérer la plateforme".



Agence Nationale de Promotion et de Garantie
de Financement des PME/PMI

Petites et Moyennes Entreprises (PME)
Petites et Moyennes Industries (PMI)
Entreprises en création

POUR VOS BESOINS

- ***de Financement des activités de production***
- ***de Garantie des crédits auprès du système bancaire***
- ***d'Encadrement et de promotion de vos activités***

**L'ANPGF EST À VOTRE
SERVICE.**

 **253 51 00**
www.anpgf.org

*Nous accompagnons la croissance des entreprises
et des initiatives entrepreneuriales*

A woman with dark skin is shown from the waist up, operating a manual sewing machine. She is wearing a blue headwrap and a sleeveless top with a colorful floral pattern. The sewing machine is blue and red. The background is a plain, light-colored wall.

Ces “amazones” aux commandes

Nouvel instrument de développement au sein de la communauté de Dzatikpo, la plateforme multifonctionnelle est tenue par les braves femmes du principal groupement féminin “Fomenenyo”.

Enquête sur le quotidien de ces braves femmes “amazones”.



Photo/Erick Kaglan

Ce sont les femmes qui gèrent la plateforme multi-fonctionnelle à travers un comité composé d'une présidente, d'une trésorière, de deux caissières, et d'une conseillère", indique Emmanuel Bokor, un homme de 35 ans, désigné par les femmes pour coordonner les activités de leur groupement.

"Nous les hommes, nous ne faisons que les surveiller et les aider au besoin. Nous leur donnons quelques conseils parfois", explique Emmanuel, ajoutant : "Vous savez, dans nos sociétés traditionnelles africaines, l'on pense que c'est toujours bien d'avoir, ne serait-ce qu'une poignée d'hommes au milieu d'un grand groupe de femmes même si ce sont elles qui sont au devant".

"Mais, je pense qu'elles sont bien courageuses quand on voit comment elles manient les machines. Elles se débrouillent pas mal sans nous. Je pense même qu'avec le temps, elles pourraient se passer de notre présence et faire les choses toutes seules", poursuit Emmanuel.

Afi Sodigbé, meunière au sein du groupement se plaît bien dans son nouveau rôle.

"Je suis très contente qu'on nous donne la possibilité à nous les femmes de démontrer ce que nous savons faire", se réjouit-elle, lançant : "Cela nous rend autonomes".

"Nous n'avons peut-être pas la même force physique que les hommes, mais si déjà nous pouvons moudre le maïs nous-mêmes - ce qui n'est pas une chose compliquée - nous nous rendrons un grand service d'abord et rendrons service ensuite

“Elles sont bien courageuses quand on voit comment elles manient les machines”

aux hommes qui sont déjà occupés à faire beaucoup d'autres choses", estime Afi.

"Tout est désormais à portée de main et nous avons très vite de la farine pour préparer et je ne vois pas pourquoi nous les femmes ne devrions pas saisir cette opportunité pour notre épanouissement", ajoute-t-elle.

Dans la pièce contigüe à celle du moulin, d'autres femmes s'activent à transformer des noix de palme à l'aide d'une malaxeuse. Elles verseront ensuite les graines recueillies dans un concasseur pour les débarrasser de leurs coques.

Elles avouent être séduites par la rapidité et l'efficacité de leurs nouvelles machines.

"C'est vraiment impressionnant", lance Kafui, l'une d'entre elles.

"Cela nous soulage beaucoup de nos corvées quotidiennes", renchérit Etonam, une autre.

Une troisième en revanche, estime qu'il leur faut encore un peu de temps pour maîtriser le fonctionnement des modules.

"C'est à force de nous y exercer que nous découvrirons de petites astuces pour mieux manier les machines", affirme-t-elle, confiante.

Les Comités Féminins de Gestion (CFG) des communes bénéficiaires des plateformes ont été formés à l'utilisation et à la gestion des plateformes.

"Au cours de leur formation, nous les

“Nous avons voulu, à travers ce programme, permettre aux femmes d'avoir voix au chapitre.”

avons senties très réceptives au concept des plateformes. La plupart fondent leurs espoirs en ce programme et je pense qu'avec une gestion rigoureuse, elles arriveront à faire des plateformes un instrument de développement efficace au sein de leurs communautés respectives", affirme Fleur Essoh, l'une des sociologues ayant dispensé les sessions de formation.



Photo/Erick Kaglan

Des femmes transformant des noix de palme à l'aide d'une malaxeuse

"Nous avons voulu, à travers ce programme, donner voix au chapitre aux femmes et leur permettre de s'épanouir, de s'exprimer et de prendre leur place dans la communauté. C'est pourquoi un accent particulier a été mis sur la formation des comités féminins de gestion", explique Mensah Agbogbazé, le coordonnateur du programme des plateformes multifonctionnelles.

"L'équipe technique du projet a été également formée à la démarche des plateformes pour être dans l'esprit et avoir la culture de la plateforme de manière à pouvoir accompagner les groupements féminins dans la gestion et l'exploitation de ces plateformes", ajoute M. Agbogbazé.

"Ce sont les femmes qui assurent la gestion de ce genre d'outil parce que quand on parle de pauvreté dans nos villages, les premières victimes - celles qui sentent le poids de la pauvreté - ce sont les femmes. Elles sont assez vite responsabilisées par rapport aux charges familiales", indique pour sa part Victoire Tomégah Dogbé, ministre du développement à la base.

"Puisqu'elles se sentent concernées, elles sont très vite organisées et elles se prennent en charge. Et cet outil leur apporte une certaine autonomisation. Ça les rend indépendantes. Et ça accroît la responsabilité sociale et économique des femmes", ajoute Mme Tomégah Dogbé.



FUCEC - TOGO



- EPARGNE
- CREDIT
- SYSCOPOP (Tontine)
- PRISE DE FONDS
- CREDIT EPARGNE AVEC EDUCATION
- VIREMENT SALAIRES
- VIREMENT PENSIONS
- MICRO - ASSURANCE
- INTERCAISSES
- CHANGE MANUEL

WESTERN UNION | *yes!*



La Force d'un Réseau

Siège social: Bretelle Bè-Klikamé Attikoumé - BP: 3541 Lomé - Tél.: (228) 221 06 32 / 222 25 74 - Fax: (228) 222 25 70

Mensah Agbogbazé

Coordonnateur du Programme Plateformes Multifonctionnelles

“Les impacts des Plateformes seront perceptibles d'ici peu chez nous”

Version améliorée du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG), le Programme Plateformes Multifonctionnelles a démarré en Avril 2009 au Togo à la suite d'une visite d'échanges effectuée au Burkina par une équipe du ministère du développement à la base pour mieux s'imprégner du Programme Plateformes Multifonctionnelles du voisin du Nord. Avec le soutien technique et financier de l'Etat togolais et du PNUD, les premières plateformes commencent à voir le jour au Togo. Leurs impacts seront "perceptibles d'ici peu chez nous", selon le coordonnateur national dudit programme, Mensah Agbogbazé.

Chroniques de la Base : En quoi le Programme Plateformes Multifonctionnelles est-il la version améliorée du PSAEG ?

Mensah Agbogbazé : C'est la version améliorée du PSAEG en ce sens qu'il nous permet d'améliorer les services que le ministère du développement à la base offrait jusque là à travers le PSAEG. Avec le PSAEG, nous apportons par exemple un moulin, une râpeuse out tout autre matériel de transformation de produits agricoles à un groupement quand il en exprime le besoin. Mais aujourd'hui avec la plateforme, nous allons au-delà du moulin en permettant aux communautés d'avoir accès à des services énergétiques, de charger des batteries de voiture et de portable, au soudeur de pouvoir assembler des matériaux ou d'aiguiser des outils, ou encore en permettant d'alimenter une unité de soins périphérique, un bâtiment scolaire ou un forage grâce à de l'électricité fournie par la plateforme. C'est un paquet de services qui est donc mis à la disposition de la communauté. La plateforme se présente en définitive comme le moteur au centre du développement dans la communauté.

En quoi l'expérience du Burkina

vous a-t-elle séduite ?

Vous savez, le Burkina Faso a développé une expérience assez riche dans le domaine, et a déjà installé près de 400 plateformes qui ont des impacts très importants sur les communautés. L'équipe togolaise qui a effectué le voyage d'étude a été familiarisée à l'esprit de la plateforme, à sa stratégie d'implantation... Bref, ce voyage d'étude nous a permis d'avoir une idée précise de ce qu'est la plateforme et de commencer son implantation chez nous au Togo. Il était important, vu les similitudes entre nos deux pays, que dans une dynamique de transfert de technologies et de compétences Sud-Sud, nous prenions exemple sur le Burkina.

“Aujourd'hui, avec la plateforme, nous permettons aux communautés d'avoir accès à des services énergétiques.”

Comment vous y êtes-vous pris après ce voyage d'étude ?

Nous avons ensuite procédé à une identification des localités vulnérables devant accueillir les plateformes. Pour pouvoir installer ces plateformes, il y avait lieu d'explorer les potentialités économiques des localités. Et donc une étude de faisabilité a été réalisée dans chacune de ces localités, conduite par un expert venu du Burkina Faso et rompu à la démarche plateforme. A la suite de cette étude, le personnel du ministère a amené les populations concernées à s'organiser pour pourvoir construire les abris devant accueillir les plateformes. Après cette étape, nous avons procédé à la commande des équipements plateformes et deux séries d'ateliers ont été animées par des experts toujours venus du Burkina Faso pour former d'abord les cadres nationaux du programme à la démarche plateforme ; et ensuite former les artisans, soudeurs, installateurs, mécaniciens, électriciens de manière à transférer la technologie et à renforcer leurs capacités pour être des prestataires de proximité de ces plateformes en vue d'installer, de réparer et d'assurer leur maintenance.

Quelles difficultés avez-vous rencontré à l'entame de ce programme ?

Disons que cela n'a pas été facile comme le début de toute action, principalement parce que nous voulons lutter contre la pauvreté et nous savons tous que la pauvreté se trouve plus dans les coins isolés de notre pays, là où l'accès est difficile. La plus grande difficulté a été surtout l'accès à ces zones. Pour prendre en compte ces éléments, nous avons opté pour les endroits éloignés pour pouvoir ramener également ceux-là dans la sphère du développement et du mieux-être. Pour opérer ce choix, il a fallu une étude pour identifier et repérer



Photo/Erck Kaglan

La gestion des plateformes est confiée aux femmes. Comment gèrent-elles cet instrument ?

Il faut d'abord souligner que les femmes ont été formées pour la gestion des plateformes. Pour pouvoir gérer ces plateformes et les rentabiliser, il était nécessaire de former ces femmes à leurs rôles, à la tenue des documents de gestion et à la reddition des comptes vis-à-vis de la communauté. Il y a un comité de gestion qui a été mis en place dans chaque communauté avec des tâches assez précises. Il y a des documents de gestion qui sont mis à la disposition de ces femmes pour pouvoir remplir quotidiennement les opérations qui se font au niveau de la plateforme et également faire des bilans à des étapes assez précises. Ces femmes sont accompagnées par notre équipe qui est sur le terrain pour pouvoir les amener à corriger les premières erreurs liées à la non-maîtrise de certaines activités de gestion au niveau des plateformes. Disons que ce sont les femmes qui font tout. C'est un instrument mis à leur disposition. Ce qu'elles font à la fin, c'est de rendre compte à la communauté de la gestion de la plateforme. Cela permet de responsabiliser davantage les femmes et de trouver une réponse durable à la question de la pauvreté parce que cela prend en compte la pauvreté humaine, monétaire et énergétique. Nous avons voulu à travers ce programme, permettre aux femmes d'avoir voix au chapitre, de s'épanouir, de s'exprimer et de prendre leur place dans la communauté. C'est pourquoi un accent particulier a été mis sur la formation des Comités Féminins de Gestion.

Au cours du mois de mars, vous avez sensibilisé les autorités locales sur l'utilité des plateformes. En quoi cette sensibilisation était-elle nécessaire ?

Disons que nous sommes dans un processus de décentralisation et il est important d'impliquer les autorités locales dans le processus de développement à la base. La plateforme étant un projet nouveau dans les communautés, il était important d'informer suffisamment les autorités locales sur l'importance et les enjeux liés à son implantation et d'accompagner les communautés dans la réalisation et la rentabilisation de ces plateformes ■

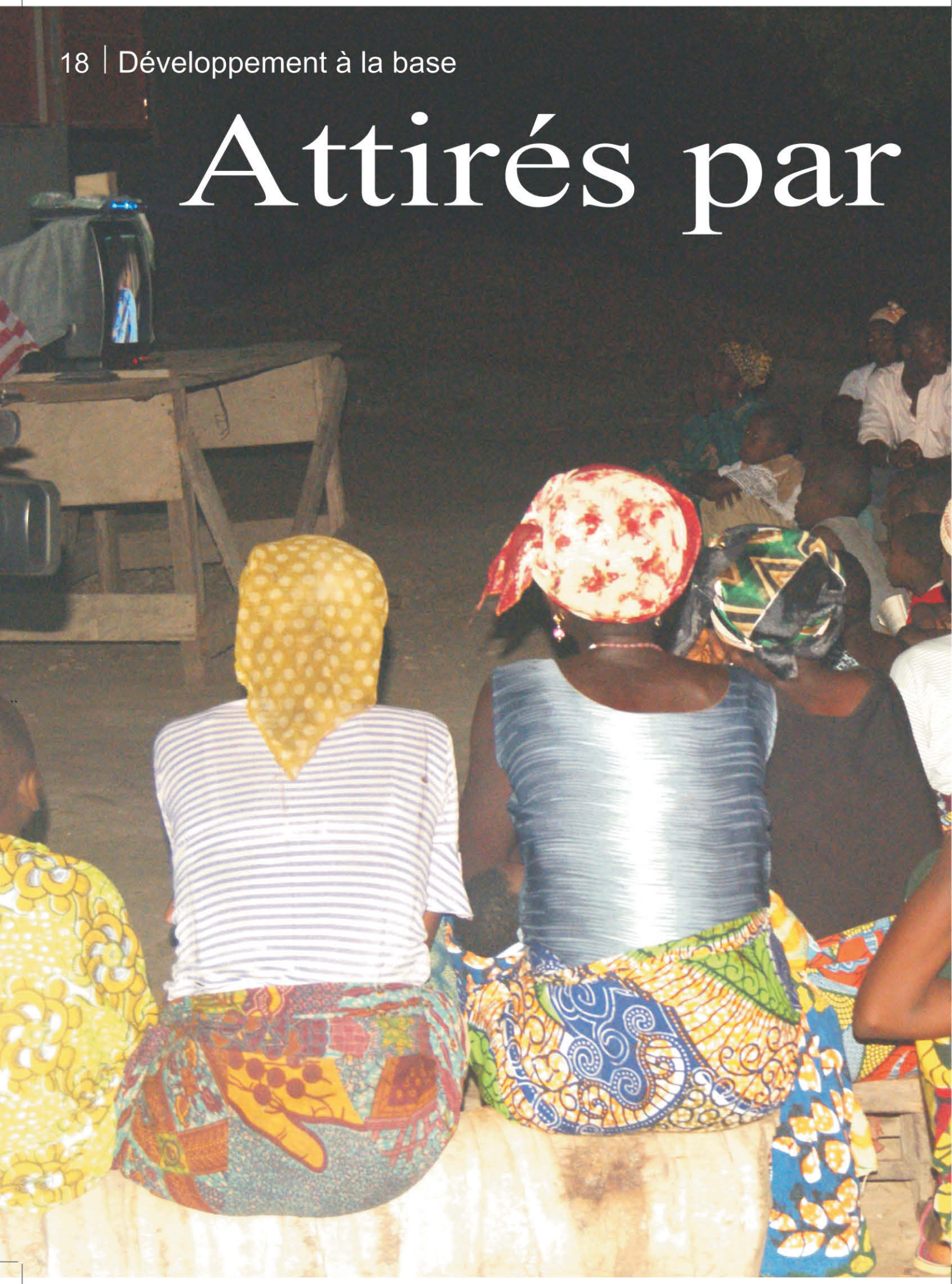
ces différentes zones de vulnérabilité. Et ce sont des populations qui trouvent difficilement à manger et qui arrivent difficilement à moudre leur maïs et également à faire face à leurs besoins quotidiens. Cela n'a pas été facile mais c'est à partir de ces études qu'une vingtaine de localités ont été identifiées sur le territoire national comme étant des cantons vulnérables où on doit agir de façon urgente, sans oublier bien sûr les villages du projet Communes du Millénaire dans les Savanes qui abritent cinq plateformes.

Quels sont les premiers impacts des plateformes sur le quotidien des communautés bénéficiaires, lors de cette phase pilote ?

Il est trop tôt aujourd'hui de parler d'impact des plateformes surtout que nous venons d'installer les toutes premières. Néanmoins, nous pouvons dire que les communautés qui en bénéficient se sentent déjà beaucoup soulagées de leurs corvées quotidiennes. Nous sommes d'autant plus

confiants en la capacité de cet instrument à améliorer davantage le quotidien des populations togolaises lorsqu'on sait que les résultats enregistrés au niveau des plateformes du Burkina indiquent que les impacts sont énormes et importants au niveau de ces plateformes. Les constats au Burkina nous montrent en effet qu'une plateforme installée dans les banlieues de Ouagadougou dégagent en bénéfice net annuel plus de cinq cent mille francs (500.000 F) CFA. De façon générale, la plateforme multifonctionnelle est un instrument d'augmentation des revenus dans la communauté ; elle est par excellence une source d'énergie pour la valorisation marchande des produits agricoles. Elle est également un moyen d'épanouissement des populations à travers l'énergie électrique et le développement de la micro entreprise. Elle permet enfin de faciliter l'accès de la communauté à l'information par le truchement de la télévision. Donc, disons que chez nous, les impacts seront perceptibles d'ici peu.

Attirés par



la lumière

Ils découvrent la télévision pour la première fois et leurs enfants peuvent désormais mieux apprendre leurs leçons tous les soirs. La Plateforme Multifonctionnelle est devenue un véritable pôle d'attraction pour les habitants de Dzatikpo.

Leurs parents n'ayant pas suffisamment de moyens pour mettre du pétrole dans le lampion chaque soir, ces enfants étaient obligés de se coucher dès la tombée de la nuit sans avoir révisé leurs leçons.



Il est 18h. La nuit tombe peu à peu sur Gapé-Dzatikpo. L'affluence bat son plein à la plateforme multifonctionnelle implantée au cœur du village.

Certaines femmes s'activent à moudre le maïs pendant que d'autres concassent des noix de palme dans deux pièces voisines. Le bruit strident produit par les machines ne parvient pas à étouffer les éclats de rires d'un groupe de femmes qui papotent à l'entrée de la plateforme.

Il y a quelques semaines encore, elles s'époumonaient à piler des noix de palme jusque tard le soir. Elles n'avaient pour seule distraction dans la nuit noire que les silhouettes de la cadence de leurs mouvements que leur renvoyait, tel un écran de cinéma, les murs de leurs cases, sous l'effet de la lumière de leurs lampions.

Quelque chose a désormais changé dans leurs habitudes.

De loin, l'on aperçoit quelques hommes de retour des travaux champêtres. Ils se dirigent tout droit vers la plateforme. A cette heure où les lampes électriques y

sont encore allumées, ils savent qu'ils peuvent toujours aiguïser - plus facilement d'ailleurs - leurs hoes et coupe-coupe émoussés.

Autrefois, ils avaient recours à des roches contre lesquelles ils aiguïsaient leurs outils champêtres pendant de longues minutes.

“Maintenant, avec la plateforme, les enfants étudient à volonté”

Quelques jeunes hommes se pointent pendant ce temps à la plateforme pour charger leurs portables afin de pouvoir passer leurs derniers coups de fil de la journée.

C'est dans l'une des salles contigüe à celles des modules de transformation de produits agricoles qu'ils branchent leurs portables. Au bout de quelques minutes, ce sont des dizaines de télé-

phones qui animent un impressionnant concert de leurs mélodies.

"Auparavant, pour charger nos portables, nous les envoyions les vendredis à Tsévié (Zio) et les samedis à Assahoun (Avé) et cela nous revenait très cher", raconte Emmanuel Bokor, coordonnateur du groupement Fomenyo.

"La charge coûte 100F. Les zémidjans [conducteurs de taxi moto] prennent également 200 ou 300F ; ce qui nous revenait à 300 ou 400F. Des fois, les portables revenaient sans les batteries, soit elles étaient changées ou même les portables étaient volés tout simplement", souligne Emmanuel.

"Mais avec l'arrivée de la plateforme, nos portables sont ouverts 24 heures sur 24. Aujourd'hui, si vous appelez Dzatikpo même à minuit, on va vous répondre. Notre village est désormais connecté", se réjouit-il, lançant : "Nous sommes dans les grands réseaux maintenant".

Très bientôt, les bruits des machines s'estomperont, mais les lumières resteront allumées à la plateforme



Photo/Erick Kaglan

pendant encore quelques heures pour permettre aux élèves du village d'y venir apprendre leurs leçons. Des petits de l'école primaire à leurs aînés du collège, tous ont acquis de nouvelles habitudes de révision de leurs leçons ; ce qui améliorera forcément les résultats scolaires de ces enfants.

"Leurs parents n'ont pas suffisamment de moyens pour mettre du pétrole dans le lampion chaque soir. Et donc les enfants étaient obligés de se coucher dès la tombée de la nuit sans avoir révisé leurs cours", se souvient Emmanuel, ajoutant : "Maintenant, ils étudient à volonté. Chaque soir désormais, on les voit déboucher de tous côtés pour venir apprendre sous les lampes électriques allumées tout autour de la plateforme".

La plateforme est devenue un véritable pôle d'attraction pour les habitants de Dzatikpo. Après une journée de durs labeurs, hommes, jeunes, enfants, vieillards, tous se retrouvent devant un poste téléviseur à l'entrée de la plateforme, le plus souvent les week-ends.

Au programme ce soir, un film nigérian Ibo, visiblement très prisé par la foule. La majorité découvre la télévision pour la première fois.

"Auparavant, pour regarder la télé, il fallait aller à Lomé ou à Tsévié. Mais aujourd'hui à Dzatikpo ici, on voit la télé. On projette des films", s'exclame Emmanuel.

“ Auparavant, pour charger nos portables, nous les envoyions à Tsévié et à Assahoun, et cela nous revenait très cher”

"Ils n'avaient jamais vu ça", affirme-t-il, poursuivant : "Le soir, déjà vers 19h, 20h comme ça, c'est comme une fête. Les gens sont surexcités en voyant la télé pour la première fois de leur vie". "Quand ils voient les images là, ils ne

veulent pas partir... Quand vous leur annoncez que c'est fini pour la journée, revenez demain, ils vont crier sur vous. Ils veulent rester toujours, regarder les images, les matchs de football, les vedettes chanter", raconte Emmanuel, avant de conclure : "La plateforme a vraiment transformé notre vie quotidienne".

Mais les habitants de Dzatikpo sont bien soucieux de l'épanouissement de leurs frères et sœurs des villages environnants. Eux ne disposent pas encore de plateforme dans leur milieu, le programme ne les ayant pas ciblés dans sa phase pilote.

"Nos frères des villages voisins n'hésitent pas à venir jusque chez nous pour mouler le maïs ou concasser des noix de palme. Cela ne nous dérange aucunement", déclare le chef Adzraku IV de Dzatikpo, poursuivant : "Nous ne voulons pas être les seuls à bénéficier des avantages de la plateforme. Notre souhait est que eux aussi soient dotés très rapidement de pareilles machines pour un développement harmonieux de notre milieu" ■

Plateformes Multifonctionnelles

Cap sur mille plateformes dans cinq ans

Le Togo ambitionne de se doter de mille plateformes multifonctionnelles au cours des cinq prochaines années, annonce faite par Faure Gnassingbé fin mai dernier à Dzatikpo, préfecture du Zio (environ 80 km de Lomé).

"Notre ambition est d'arriver à mille plateformes multifonctionnelles d'ici cinq ans", a déclaré le président togolais, lors du lancement de la phase pilote du Programme Plateformes Multifonctionnelles financé à hauteur de 476 millions de F CFA par l'Etat togolais et le PNUD, au bénéfice de vingt cinq communautés réparties dans les cinq régions du Togo.

Faure Gnassingbé a exhorté tous les groupements choisis pour cette phase pilote "à donner l'exemple qui va nous convaincre davantage et convaincre également tous les amis du Togo, les bailleurs de fonds à venir nous aider à financer ce programme [de mille plateformes]".

"Si vous ne vous impliquez pas dans un tel programme, il ne pourra pas connaître de réussite. C'est vous qui

**“
C’est vous
qui ferez la réussite
de ce programme.”**

Faure Gnassingbé s'adressant aux bénéficiaires des plateformes le 24 mai 2011 à Gapé-Dzatikpo.

Photo/Erck Kaglan





Faure Gnassingbé posant avec des responsables de groupements bénéficiaires de plateformes après avoir échangé avec elles.

“**L'exemple que vous donnerez va convaincre tous les amis du Togo, les bailleurs de fonds, à venir nous aider à financer ce programme**”

ferez la réussite de ce programme", a-t-il dit aux responsables de groupements féminins - venus des localités bénéficiaires des plateformes - avec qui il a échangé.

"Hier, souvenez-vous, c'était le PSAEG. On apportait du matériel pour vous renforcer. Aujourd'hui, ce sont les plateformes multifonctionnelles; demain, ce sera autre chose", leur a-t-il promis.

Pour rappel, les localités bénéficiaires de la phase pilote des plateformes sont situées dans les préfectures de Zio, Vo, Ogou, Blitta, Sotouboua, Tchamba, Kozah, Binah, Assoli, Kéran, Tône et Tandjouaré.

"Il est indispensable que la phase pilote des 25 plateformes réussisse", a souligné la ministre du développement à la base, Victoire Tomégah Dogbé, ajoutant : "C'est une fois la phase pilote réussie que nous rentrerons dans une autre phase pour conduire toute une étude qui va nous permettre d'élaborer le programme de mille plateformes, et je peux vous assurer que nous prenons toutes nos dispositions pour que cette première phase soit une réussite".

"Le gouvernement togolais s'est déjà

engagé en finançant les études de faisabilité de la phase pilote, ce qui a poussé les partenaires à accepter de nous accompagner", a fait observer Mme Tomégah Dogbé, estimant que "c'est déjà un facteur de succès parce qu'il y a un fort engagement politique, un leadership très fort du gouver-

nement togolais".

L'implantation de mille plateformes multifonctionnelles devrait coûter environ 12 milliards de FCFA, un financement que l'Etat togolais compte mobiliser avec l'appui de ses partenaires.

"Nous avons déjà quelques pistes dans ce sens et sommes déjà en contact avec certaines institutions de la place qui sont intéressées pour accompagner notre pays à réaliser dans les cinq ans qui viennent ce programme de mille plateformes", a indiqué la ministre.

"Si on sait que dans notre pays, nous avons 3.500 à 4.000 villages, installer mille plateformes nous permettra de régler une bonne partie des questions énergétiques, de créer des emplois ruraux et d'augmenter ainsi les revenus des populations vulnérables de notre pays", a-t-elle ajouté.

Il faut souligner que le président togolais a, lors du lancement de la phase pilote des plateformes, inauguré une Unité de Soins Périphérique (USP) située à côté de la plateforme de Dzatikpo.

"L'une des illustrations des avantages de la plateforme est l'alimentation en énergie de l'Unité de Soins Périphérique que nous inaugurons également ce jour ici à Dzatikpo, dont le coût est de 35 millions de nos francs. C'est le témoignage du rôle central de la plateforme dans le développement d'une communauté rurale", a rappelé Mme Tomégah Dogbé ■



Faure Gnassingbé visitant les installations de l'Unité de Soins Périphérique de Gapé-Dzatikpo qu'il vient d'inaugurer

CCT - Batimat



La Garantie de grandes marques Européennes

606, Rue Koumoré - BP : 1105 Lomé / TOGO - Tél. : (228) 22 21 57 63 / 22 21 50 48 - Fax : (228) 22 21 82 40 - E-mail : cct@cct-tg.com

Impression Numérique Grand Format Jeti 3312

Mettre à votre service notre expertise et notre savoir-faire dans la conception et la fabrication de votre identité visuelle.



Vos Couleurs, nous inspirent ...

- Consommables d'imprimerie
- Gravure laser
- Contre collage rembourage
- Impression numérique grand format
- Régie publicitaire



Tél. : +228 336 79 07 / 22 39 71 86
Fax : +228 22 2079 47
contact@graphicomtogo.com



BANQUE POPULAIRE
POUR L'ÉPARGNE ET LE CRÉDIT



... ENSEMBLE POUR CONSTRUIRE !

23, Av. Kleber DADJO EX. AVENUE DE LA NOUVELLE MARCHÉ
Tél. : + 228 221 20 47 / 221 04 60 / 221 24 68 - Fax. : + 228 221 85 83
SWIFT : BPECTGTG - E-mail : bpec@bpec.tg / Site : www.bpec.tg

Microfinance



Photo/Erick Kaglan

Une femme pelant du manioc

Le microcrédit vital

Munis de couteaux, Affoh Ouro Gnéni et quelques membres de son groupement 'Al Barka' sont très occupés à peler des tubercules de manioc issus de leur dernière récolte. Ils sont bien matinaux. Le soleil pointe à peine à l'horizon, chassant de ses lueurs tièdes le brouillard humide du tout nouveau jour.

Tout autour d'eux, des paniers pleins de tubercules mais aussi des bassines remplies de manioc déjà pelé.

Comme un prestidigitateur, Affoh rattrape au vol, d'une main habile, l'autre bout d'un tubercule et continue de peler, tout en lançant un 'Alafia' chaleureux en guise de réponse à une salutation que lui adresse l'un des membres de son groupement qui vient de les rejoindre.

Nous sommes à Koboyo, à une quinzaine de kilomètres de Sokodé, région centrale. Ici, comme un peu partout au Togo, la culture et la transformation du manioc est l'activité principale de plusieurs habitants, depuis des décennies.

De loin, l'on aperçoit quelques femmes, cuvettes chargées de tubercules sur la tête. Arrivées à la hauteur du groupe, elles déversent leurs charges par terre. La journée promet d'être chargée pour Affoh et les siens. Mais ils ont visiblement de l'entrain. Le déversement d'autres quantités

importantes de tubercules dans les minutes qui suivent ne semble pas les inquiéter outre mesure. Et pourtant, le processus de transformation du manioc en cossette, amidon et farine est bien long.

"Nous sommes plus que jamais motivés. C'est dans une atmosphère pleine de convivialité que nous travaillons depuis quelques temps. Le travail est désormais plus passionnant et tout le monde est content", affirme-t-il, ajoutant: "surtout après avoir bénéficié d'un microcrédit d'un million de francs auprès de WAGES en début d'année".

"Ce financement nous a permis d'augmenter notre production parce que la superficie que nous avons cultivée est passée de un à deux hectares et je suis persuadé que nous ferons de très bonnes affaires si nous réussissons à écouler notre production".

Mais déjà, Affoh et les siens ont l'espoir que leurs lendemains seront meilleurs.

"Sans financement, nous commençons à céder au désespoir quand, un jour, nous avons reçu la visite d'une équipe du ministère du développement à la base en tournée à Sokodé", se souvient-il.

"C'est sans nul doute le jour de notre salut. Nous n'avons ni

“Près de 3,5 milliards de FCFA ont été octroyés à plus de 2.050 groupements regroupant 24.000 bénéficiaires dont 14.000 femmes, depuis 2009”.

télé ni radio et donc nous n'étions au courant de rien. Il a fallu que l'équipe du ministère vienne nous expliquer un certain nombre de choses pour que nous comprenions que nous pouvions bénéficier de microcrédit pour booster nos activités”, raconte-t-il, ajoutant : “Nous avons suivi leurs instructions, nous nous sommes organisés, nous avons postulé et ça a marché. Aujourd'hui, ça marche mieux pour nous”, se félicite-t-il.

“Nos problèmes étaient également liés à la commercialisation du manioc, mais aujourd'hui, nous savons que nous pouvons vendre notre production à la SINTO”.

La SINTO, société sino togolaise basée à Anié (environ 200 km de Lomé) rachète depuis fin novembre dernier du manioc auprès des producteurs et le transforme en alcool et en biocarburant ; ceci à la suite d'une démarche entreprise par le ministère du développement à la base pour promouvoir le développement des “Plantes à Racines et Tubercules”.

Initié et mis en œuvre depuis 2009 par le ministère du développement à la base, l'octroi de microcrédit, à travers le Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) et le Projet Plantes à Racines et Tubercules (PRT), fait aujourd'hui la joie de plusieurs groupements à travers le Togo, à l'instar d'Al Barka.

Des microcrédits sont aussi octroyés aux groupements dans le cadre du Programme Plateforme Multifonctionnelle et du Projet Ecole Chantier Elevage mais aussi aux jeunes artisans pour favoriser leur insertion professionnelle.

Mises en œuvre à leur démarrage en mai 2009 avec le soutien des institutions de Micro Finance, notamment FUCEC-Togo et WAGES, les opérations de microcrédit sont étendues depuis l'année dernière aux banques classiques, notamment la Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit (BPEC) et la Banque Régionale de Solidarité (BRS-Togo).

Selon Téley Marie Bénissanh, chargée du volet microcrédit au ministère du développement à la base, un montant de près de 3,5 milliards de FCFA a été octroyé à plus de 2.050 groupements regroupant 24.000 bénéficiaires dont 14.000 femmes, depuis 2009.

Mais la mise sera encore plus grande dans les mois à venir, signale Mme Bénissanh.

“Jusqu'en fin décembre de cette année, si les IMF et les banques évoluent normalement, le montant de microcrédit octroyé aux groupements devrait tourner autour de 4,5 milliards de FCFA avec 35.000 bénéficiaires”, indique-t-elle.

“Lors de l'évaluation à mi-parcours du volet microcrédit par le ministère et les financiers, le microcrédit s'est révélée comme un outil vital de développement. Les producteurs et membres de groupements ont avoué que leurs revenus sont

en augmentation malgré quelques difficultés en matière de commercialisation”, affirme la responsable chargée du volet microcrédit. “On note aussi un réel engouement dans les communautés à travers les centaines de demandes que nous recevons chaque mois. L'on relève également un regain d'intérêt pour les institutions de micro finance de pénétrer le secteur agricole considéré comme un secteur à haut risque. Elles ont un garant derrière qui est l'Etat et le marché est sûr pour elles”, conclut Mme Bénissanh.

COMMENT BÉNÉFICIER DE MICROCRÉDIT

Par **Marie Téley Bénissanh**

Chargée de microcrédit au ministère du développement à la base

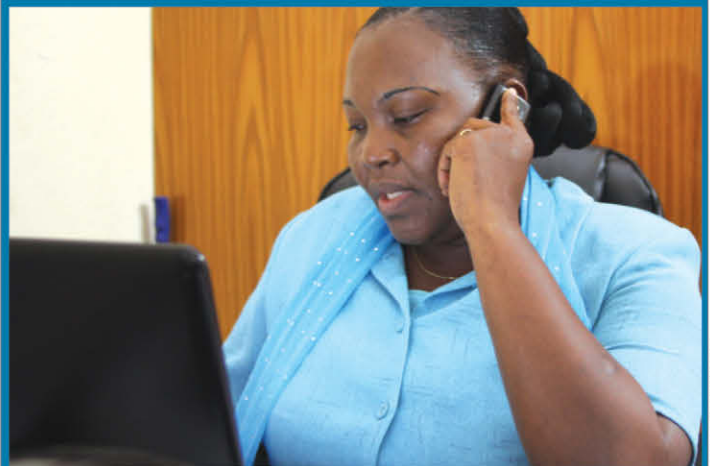


Photo Erick Kaglan

Pour être éligibles, les demandes de crédit doivent répondre aux conditions suivantes : (i) Etre un groupement d'un minimum de 7 membres (ii) Avoir un comité de gestion ; (iii) Disposer des statuts, règlement intérieur et procès verbal d'Assemblée Générale Constitutive ; (iv) Tenir régulièrement des réunions ; (v) Exercer une activité génératrice de revenus communes ou non (agriculture, élevage, artisanat, commerce ...) ; (vi) Etre encadré par une ONG retenue par le Ministère (obligatoire pour le projet PRT) ; (vii) Adresser une demande au ministère.

Une fois étudié, le Ministère procède à une première étape qui consiste à organiser des séances d'information, de sensibilisation permettant aux groupements et aux communautés de base de cerner la mission et les stratégies et les actions du ministère.

Après la séance de sensibilisation, les dossiers sont étudiés et envoyés aux institutions suivant le type du projet et suivant la zone de production. Les institutions procèdent à l'étude plus approfondies et si le dossier est bancable, le crédit pourrait être mis en place. Un Comité de crédit est mise en place pour l'étude préalable au sein du Cabinet.

Il est procédé ensuite à une vérification sur le terrain par chaque banque ou chaque IMF après approbation du comité d'étude à leur niveau.



INFO A CHAUD SERVIE SERVIE BIEN FRAICHE

republicoftogo.com

WAGES

Women and Associations for Gain both Economic and Social

Institution de microfinance

Epargne

Crédit

Formation

Appui Institutionnel

Transfert d'argent

Domiciliation de Salaire

www.wagestogo.org



B.P.1339 Lomé - Togo - Tél. (228) 222 54 71 / 220 13 26 - Fax: (228) 222 78 99

Email: wages@cafe.tg - Convention n° 002-MEF/SG/CAS-IMEC

WAGES, un outil de développement au service de la communauté de base pour la relance économique au Togo

Ramanou Nassirou

Directeur Général de WAGES

" Notre vision est de participer de manière active au développement socioéconomique de la base "

Institution de microfinance autonome disposant de ses propres organes de gestion, WAGES (Women and Associations for Gain both Economic and Social) offre depuis 1998 des services financiers et non financiers qui regroupent des produits d'épargne et de crédit dont le crédit rural est exclusivement destiné aux populations défavorisées notamment les agriculteurs, les éleveurs, et les artisans à l'intérieur du Togo. Elle propose entre autres, le transfert d'argent et la domiciliation de salaire, s'intéresse également aux thèmes transversaux comme le genre, dispense des formations et apporte des appuis institutionnels à ses bénéficiaires. Pour être

plus proche de sa clientèle, l'institution dispose de 16 agences dont 5 en milieu rural. L'institution revendique à ce jour 130.000 bénéficiaires avec un encours de crédit dépassant les 10 milliards de francs CFA et un encours d'épargne estimé à plus de 6 milliards de francs CFA. L'effectif du personnel est d'environ 400 salariés. Depuis 2009, WAGES travaille en partenariat avec le ministère du Développement à la base dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements. Dans cette interview, son directeur général, Ramanou Nassirou, relève les bienfaits de ce partenariat ainsi que les résultats obtenus à ce jour.

Chroniques de la base : De plus en plus, WAGES s'affiche comme un partenaire du Ministère du Développement à la base en l'accompagnant dans ses actions. Quelles en sont les raisons ?

Ramanou Nassirou : Il est connu de tous que le Ministère du Développement à la base est un ministère qui abat un grand boulot pour asseoir une base solide, ferment du développement, en promouvant les groupements et les petites activités économiques sur toute l'étendue du territoire. De ses actions, émergent des initiatives économiques qui constituent en fait le soubassement du développement socio-économique

de toute la communauté. WAGES étant une institution de micro finance qui offre des services financiers et non financiers en zones urbaines et rurales au Togo, elle a donc saisi cette opportunité créée par le Ministère à partir d'un accord de partenariat avec le gouvernement, pour octroyer des crédits à la population à la base. Ce faisant, en injectant des ressources financières dans ces initiatives, l'institution permet aux bénéficiaires de se réaliser et de vivre dignement. Comme vous pouvez le constater, que ce soit au ministère du développement à la base ou à WAGES, les objectifs poursuivis sont similaires et nous pensons qu'une synergie des

interventions ne pourra que contribuer de façon significative au développement socioéconomique des populations à la base. Notre motivation pour soutenir des projets similaires reste forte et entière ; car, nous y croyons énormément puisque personne ne viendra développer notre pays le Togo à notre place.

Quels sont alors les résultats obtenus à ce jour ?

Du point de vue couverture géographique, nous finançons et formons les clients dans quatre régions économiques du Togo à savoir la région Maritime, la région des Plateaux, la



Photo/Erick Kaglan

“ La priorité de nos actions sera orientée davantage vers les milieux pauvres notamment les milieux ruraux où la pauvreté est persistante”.

région Centrale et la région de la Kara. Dans les faits, WAGES a touché dans le cadre de sa collaboration avec le ministère du développement à la base environ 5.000 personnes dont près de 3.500 femmes ; plus d'un milliard de francs CFA de crédits ont été débloqués au profit de 423 groupements. Hormis quelques groupements qui ont subi les effets des inondations de l'année dernière et pour lesquels on constate

des impayés, le taux de remboursement se situe à 98%. Les activités financées sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la transformation, la commercialisation des produits agricoles, l'artisanat et le petit commerce.

Aussi, voudrions-nous profiter de cette tribune pour remercier le gouvernement pour la confiance placée en WAGES et afficher notre entière disponibilité à soutenir ses actions partout où

besoin sera.

Quelles sont vos perspectives d'avenir?

Avec son déploiement actuel, WAGES s'est lancé le défi de se mettre au service de la communauté de base, porteuse d'espoir, pour la relance de l'agriculture et de l'économie togolaise. La priorité de nos actions sera orientée davantage vers les milieux pauvres notamment les milieux ruraux où la pauvreté est persistante. L'interconnexion des agences ; les nouvelles technologies ; le renforcement du système de contrôle interne et de la sécurité ; le développement de nouveaux produits à destination du monde rural et l'amélioration de la performance sociale sont des chantiers importants auxquels WAGES devra s'atteler. Nous allons innover, diversifier nos produits et services de proximité afin de servir au mieux notre clientèle. Notre vision est de devenir une institution de micro finance pérenne et modèle au Togo ; une véritable institution financière pour les pauvres et participer de manière active au développement socioéconomique de la communauté de base.

Un mot sur le secteur de la microfinance au Togo, puisque vous êtes le Président de l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance du Togo (APIM-Togo).

Le secteur de la microfinance au Togo est en train de percer le paysage financier local et de l'UEMOA (Union Economique Monétaire Ouest Africaine). Il touche plus de 900.000 bénéficiaires directs et connaît une croissance soutenue. On dénombre 75 institutions qui détiennent un portefeuille de crédit de 72 milliards de francs CFA et un encours épargne de 80 milliards de francs CFA au 31 décembre 2010. Le secteur devient de plus en plus professionnel, innovateur et compétitif.

Le challenge des dirigeants de l'APIM-Togo est d'œuvrer pour un secteur micro financier complètement inclusif, c'est-à-dire accessible à la majorité de la population, et de participer de manière active au financement de la communauté à la base afin de contribuer de façon substantielle à l'amélioration des conditions de vie des ménages au Togo■

Sur les Traces de la Base



Photo/Erick Kaglan

Victoire Tomégah Dogbé aux côtés de l'Ambassadrice des USA, Patricia Hawkins et de sa Première Conseillère, Ellen Thorburn, à l'ouverture de la foire de l'auto promotion le 24 mai 2011 à Lomé.

Helping them to help themselves

“C’était extra. On ne s’attendait pas à cela. Nos produits ont beaucoup plu au public qui les a trouvés originaux. Et du coup, on a réussi à écouler plus de 80% de notre stock”, se félicite Aimée Ténou, exposante à la première foire de l’autopromotion des acteurs de développement à la base organisée les 24 et 25 juin derniers par l’ambassade des Etats Unis d’Amérique sur son esplanade à Lomé, dans le cadre de son programme Self Help.

Aimée vient ainsi de passer "deux bonnes journées" à côté d’une cinquantaine d’exposants à promouvoir ses sacs en plastic ‘Zam Ké’ avec accessoires fabriqués à base de sachets recyclés d’eau Pure Water.

"Nos produits s'appellent ‘Zam Ké’, qui veut dire tout simplement : réutilise moi", explique la jeune dame de 26 ans.

"Nous sommes dans le recyclage, la protection de l’environnement. Et donc avec ‘Zam ké’, on peut continuer à utiliser ces millions de sacs plastiques qui traînent quotidiennement à Lomé et

qui ne seront dégradables qu’au bout de 400 ans", poursuit-elle, estimant que ses produits vont contribuer à protéger l’environnement.

"Tant mieux si ‘Zam Ké’ devient la mode à Lomé", lance-t-elle.

Dans le stand tenu par Aimée et ses collaborateurs pendant ces deux jours de foire - une tente couverte aux couleurs du drapeau américain - les visiteurs ont également savouré le goût naturel fruité de jus de mangue et d’ananas qui leur ont été servis.

"Pour nous, il s’agissait de faire d’une



Photo/Erick Kaglan

Une productrice d'huile de palme venue de Tohoun.

pierre deux coups en présentant en même temps au public notre projet de fruit naturel qui est notre seconde activité génératrice de revenus, parce qu'on a remarqué que la population togolaise consomme très peu de fruits et légumes et que les boissons sur le marché sont importées ou encore pleines de colorant, sucre, additifs, - ce qui pose un réel problème de santé publique avec des maladies comme le diabète, l'hypertension artérielle, etc.", affirme-t-elle.

"Et donc, le concept du jus de fruit, c'est

de produire et servir le jus de fruit frais devant le client, et non de faire des embouteillages qui, du coup, nécessiteraient des conservateurs", ajoute Aimée.

"C'est notre manière à nous de contribuer à une alimentation saine et d'apporter des vitamines nécessaires à la santé de tous les jours", explique-t-elle, trouvant en l'organisation de cette foire "une très bonne initiative qui a permis à beaucoup d'artisans, à des groupements qui se sont faits financer par le programme Self Help de

l'ambassade, de valoriser ou de présenter ce qu'ils font au public".

A quelques tentes d'Aimée, Essi Awumey et Thérèse Etou remettent les quelques articles (portemonnaies, perles, boubous brodés et chemises traditionnelles), qui leur restent à l'heure de la fermeture de la foire.

"On a fait de bonnes affaires et rencontré beaucoup de gens", lance Essi, ajoutant que "la foire nous a permis de démontrer au public ce que nous faisons dans nos boutiques respectives".

Quant à Thérèse, elle souhaite "vivement" participer de nouveau à une pareille rencontre très bientôt.

"Moi personnellement, j'ai trouvé cette foire géniale parce que ce n'est pas tout le temps qu'on trouve de pareilles opportunités au Togo. Elle nous a permis de nouer beaucoup de contacts et de nous promouvoir", ajoute Sylvain. Lui, a saisi l'occasion de cette foire pour exposer ses fourneaux modernes 'Kuizipro' fonctionnant à base de gaz contenu dans des "bouteilles plus sécurisées".

Des articles vestimentaires aux produits artisanaux en passant par des denrées alimentaires, la première foire de l'autopromotion a offert des opportunités variées aux acteurs qui interviennent dans ces différentes filières, dont des handicapés.

Edem Amegayibor, lui, y est venu exposer son cabinet d'architecture "moderne", CARMO.

"Je fais la conception, l'exécution et le suivi technique des bâtiments, des maisons et tous bâtiments de génie civil", indique ce jeune homme invalide aux membres inférieurs.

"Je n'ai pas réussi à faire mon exposition hier [au premier jour] à cause de la pluie. Mais je me suis rattrapé aujourd'hui. Les gens ont trouvé mes plans très jolis. Ils ont pris mon contact et je suis confiant qu'ils m'appelleront. J'ai pris tellement de contacts que je n'en sais plus combien", dit-il, enthousiaste.

Amès Apénouvon, un autre, est artiste peintre à Lomé.

"Cette foire m'a permis de tisser beaucoup de relations qui vont m'être certainement très utiles dans le futur", pense-t-il.

Abordant des thèmes ayant trait à la femme, aux enfants et à la vie en



Photo/Erick Kaglan

Edem Amegayibor (handicapé) présente son cabinet d'architecture à la foire.



général, les tableaux d'Amès coûtent entre 30.000 et 200.000 FCFA.

Antoinette Palabé, tisserande, elle, a fait le déplacement depuis Dapaong pour le compte d'une coopérative

Pour l'ambassadrice des Etats Unis, Patricia M. Hawkins, cette foire multisectorielle a été organisée "dans le souci de promouvoir les activités génératrices de revenus de nos commu-

vaillantes populations", a salué pour sa part Mme Tomégah Dogbé, invitée à l'ouverture de ladite foire.

"Nous saluons cette initiative parce qu'elle rejoint très bien la mission du ministère en charge du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, qui est d'accompagner les communautés, les amener à identifier leurs besoins, établir les priorités et faire en sorte que ces communautés deviennent de vrais acteurs de leur développement", a indiqué Mme Tomégah Dogbé.

"Grâce au programme Self Help, vous avez contribué aux côtés du gouvernement togolais à soulager les populations démunies de notre pays, mais surtout à les organiser", a-t-elle ajouté.

Mme Tomégah Dogbé s'est dite "convaincue de la nécessité de l'institution d'un cadre pour une meilleure coordination des actions de développement à la base".

"Nos objectifs communs pour un mieux-être des populations togolaises ne pourront qu'en tirer profit, parce que ce cadre aura le mérite d'assurer une complémentarité de nos actions de développement en faveur des communautés à la base", a-t-elle expliqué.

Lancé pour la première fois au Togo en 1964 pour assister les communautés à la base dans la réalisation des projets de développement, le programme "d'auto-assistance" Self Help du gouvernement américain s'est très vite étendu à toute l'Afrique et est devenu l'un des programmes les plus visibles et les plus efficaces sur le continent.

Self Help finance des microprojets de développement communautaire à concurrence de 5.000 dollars pour améliorer les conditions de vie des communautés rurales en général et soutenir l'intégration professionnelle des jeunes filles et des jeunes garçons. Ce programme permet également la promotion de l'autonomisation des personnes handicapées et l'intégration économique et sociale des communautés.

Depuis son lancement, le programme a financé des centaines de microprojets au Togo, dont des activités génératrices de revenus et des infrastructures sociocommunautaires■

Des articles vestimentaires et de décoration en exposition à la foire.



Photo/Erick Kuglan

féminine dont elle est membre.

"Les gens ont découvert qu'à Dapaong, il y a de jolis pagnes 'Lokpo' tissés à base de coton et de fil teintés que nous achetons au Burkina. Ils ont découvert la différence. Ça donne de la valeur, de la considération à nos produits", estime Antoinette.

Quant à Soumaïla, venu de Sotouboua (environ 287 km de Lomé), il est confiant que les relations nouées à ce rendez-vous commercial feront grandir son centre de formation technique de jeunes dénommé 'Attame' qu'il vient de réussir à mettre sur pied grâce à un appui financier de plus de 3,7 millions obtenu cette année de l'Ambassade des Etats Unis, dans le cadre du programme Self Help.

"Nous sommes spécialisés dans la fabrication de portes métalliques, de râpeuses, d'égreneuses, de moulins, de batteuses de riz et de soja. Et on est entrain de voir, si possible, comment former les jeunes à la fabrication de ces équipements dans notre nouveau centre", souligne-t-il.

“ Il y a des choses merveilleuses qu'on produit ici au Togo et il est important de les faire découvrir à travers cette foire ”

Patricia Hawkins

nautés à la base et augmenter leurs revenus".

"Il y a des choses merveilleuses qu'on produit ici au Togo et il est important de les faire découvrir à travers cette foire", a ajouté Mme Hawkins.

"Les personnes qui exposent à cette foire ont déjà reçu des subventions, soit dans le cadre de notre programme d'auto assistance Self Help ou dans le cadre des financements accordés par le gouvernement togolais ou ce sont tout simplement des gens qui ont construit leur business sur fonds propres", a-t-elle précisé.

"Ce que nous voyons ici, ce sont les résultats concrets des activités génératrices de revenus entreprises par nos



AIRFRANCE 

Air France
aux côtés
des Togolais
depuis 65 ans.

★ BETC EWAO RSCG

AIRFRANCE KLM

www.airfrance.tg

Air France sur les traces de la Base

Des centaines d'élèves de l'école primaire publique de Gapé-Aloyi (environ 75 km au Nord-Ouest de Lomé) ont marqué les pas le 12 mars dernier pour saluer l'inauguration de leurs deux nouveaux bâtiments scolaires et latrines, don de l'association 'Etoile d'Aloyi' présidée par un coopérant militaire français au Togo, le Capitaine de corvette, Eric Glotin.

La compagnie aérienne française, Air France, a contribué à hauteur de 13 millions de FCFA à la réalisation de l'ouvrage dont le coût total est de 27 millions de FCFA.

La construction de bâtiments scolaires est

également l'une des principales missions assignées au ministère du développement à la base dans le cadre de son Programme de Soutien aux Microprojets Communautaires (PSMICO). Des officiers militaires français et togolais ont assisté à la cérémonie d'inauguration, de même que l'actuel délégué d'Air France pour le Togo, Denis Jegu et son prédécesseur Michel Gauthier.

“Notre souhait est que d'autres sociétés puissent emboîter le pas, pour un développement des communautés défavorisées du Togo”, a indiqué M. Jegu.





LA BOAD, PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ DES ENTREPRISES ET LEADER DES FINANCEMENTS INNOVANTS



Pour faire face à l'évolution de son environnement, la Banque Ouest Africaine de Développement a ajouté aux missions classiques qui lui ont été dévolues par les pères fondateurs, le conseil financier, la finance carbone et les financements structurés. Ces nouvelles interventions s'articulent depuis plusieurs mois autour d'une unité organisationnelle mise en place à cet effet avec une équipe au service des États membres et du secteur privé de l'UEMOA.

À travers les services qu'elle offre, la BOAD se propose de répondre à des besoins de financement du secteur privé en organisant sur le marché financier de l'Union des actions de mobilisation de ressources, en proposant des montages financiers innovants et en jouant un rôle de canalisateur de financement mettant ainsi à profit son expertise, son réseau de coopération et la qualité de sa signature. Des clients prestigieux ont déjà bénéficié de cette expertise de la BOAD qui a mobilisé plusieurs dizaines de milliards de francs CFA pour financer des projets d'extension ou de modernisation dans le secteur privé et des projets d'investissements dans les infrastructures au profit des États.

L'activité de conseil est un véritable support aux États et aux entreprises qui trouvent auprès de la Banque l'assistance technique et l'expertise nécessaires leur permettant de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines à forte technicité nécessitant

l'utilisation d'outils d'ingénierie financière avancés. Il est utile de souligner que ce nouveau positionnement de la BOAD s'inscrit dans une logique de subsidiarité et de complémentarité par rapport au système bancaire local, et vient compléter le soutien de la Banque au financement de l'économie des États membres.

L'introduction des financements à court terme, les interventions liées à la finance carbone et les garanties d'emprunts ont permis à la BOAD d'apporter des réponses concrètes à des besoins exprimés par bon nombre d'acteurs du secteur privé tout au long de l'année 2010. Plus de 100 milliards de francs CFA ont ainsi été mobilisés au profit des

entreprises de l'Union dont environ 4 milliards de francs CFA ont été affectés à un projet éligible au Mécanisme de Développement Propre (MDP) ayant pour objet la construction d'une unité de récupération et de torchage du biogaz de la décharge d'Akouédo en Côte d'Ivoire. Cet engagement de la BOAD illustre sa volonté de faciliter l'accès de ses pays membres aux ressources financières mobilisées par la communauté internationale dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Il ouvre la voie à la duplication de cette initiative dans les autres États membres de l'Union et offre des perspectives de transfert de technologies en vue de la réduction de la pauvreté et de la gestion rationnelle de l'environnement avec in fine la réalisation des objectifs de développement durable des États de l'UEMOA.

De nouvelles interventions dans un nouvel environnement



B.P. 1172 - Lomé, TOGO

Tél. : +228 221 59 06 / 221 42 44 - Fax : +228 221 52 67 / 221 72 69

E-mail : FinancementsStructuresConseil@boad.org

www.boad.org



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo

Domaines d'interventions

- Industrie & Agro-industrie
- Développement agricole et rural
- Infrastructures de base & Infrastructures modernes
- Télécommunications
- Energie
- Transport, Hôtellerie

Formes d'interventions

- Prêts à long et moyen termes pour le financement des projets nationaux ou internationaux
- Garantie
- Arrangement de financements
- Conseil financier
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN)
- Financement d'études de factibilité de projets ou d'études d'ingénierie
- Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de bien et services
- Assistance aux petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordée aux Institutions Financières Nationales (IFN)
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



Société Aéroportuaire
de Lomé Tokoin

S.A.L.T.

AEROPORT INTERNATIONAL GNASSINGBE EYADEMA

BP: 10112 Lomé - Tél: (228) 223 60 60/61 fax: (228) 226 88 95

E-mail: salt@cafe.tg - www.lome.aeroport.tg

***POUR PLUS DE CONFORT, DE SÉCURITÉ ET
DE CONVIVIALITÉ, VOTRE FUTURE AÉROGARE.***



Sté. Togolaise de HANDLING
Tél.: (228) 226 34 60
Fax.: (228) 226 34 25

AERO TRANSPORTS SA.CA
14 BP: 12 - Tél.: (228) 226 62 46
Fax.: (228) 223 62 47

SERVAIR TOGO
14 BP: 12 - Tél.: (228) 226 45 62
Fax.: (228) 226 45 61

DOSSIER 2

JEUNESSE & EMPLOI DES JEUNES

Forum National de la Jeunesse

Chômeur, en attendant	42
Brassages et échanges fructueux	44
Les recommandations	48
“Les jeunes doivent faire preuve de plus d’audace”: Jeune, Diaspora	50

Programme de Volontariat National

La ruée vers l’emploi...	54
... Comme si c’était leur dernier recours!	56

Programme AIDE

“Les jeunes doivent se former dans des métiers beaucoup plus porteurs”: DG ANPE	58
--	----

Entreprenariat

Outillés, motivés	62
Sur de nouvelles bases	64

Trucs & Astuces

Comment rédiger son projet	66
----------------------------	----

Vacances utiles & Citoyennes

Encore mobilisés pour des vacances utiles et Citoyennes	68
---	----



Un conducteur de taxi-moto (Zémidjan) dans la ville de Lomé.

Chômeur, en attendant

Titulaire d'une maîtrise en Gestion obtenue à l'Université de Lomé depuis 2006, Dominique Aziablé, 35 ans, n'a trouvé d'autres issues que de devenir conducteur de taxi moto dans la capitale togolaise. C'est ainsi que tous les jours, il se consacre à ce job qu'il a fini par choisir comme métier, "en attendant" de trouver un emploi digne d'un diplômé de son rang.

"Je n'ai pas choisi de devenir conducteur de taxi-moto. Mais, il était arrivé un moment où je n'avais d'autre choix que de faire cela. Autrement, je

ne peux pas survivre à Lomé où la vie est très chère", confie-t-il, très attristé.

"Pourtant, je ne suis pas un paresseux. Cela fait 5 ans que j'ai eu ma maîtrise avec mention assez-bien", souligne Dominique.

"Aussitôt après, je me suis lancé dans la recherche d'un emploi. Dans quelle société d'Etat ou entreprise privée n'ai-je pas déposé de demande ? Mais, cela n'a rien donné. J'ai également participé au grand concours national organisé par le gouvernement en 2008. Je n'ai pas eu la chance d'être retenu", raconte-t-il.

"Après avoir fait deux ans d'expérience dans l'enseignement privé où j'ai été

sauvagement exploité, j'ai finalement choisi de me consacrer à ce métier, malgré moi", ajoute Dominique, épuisé par une longue journée de travail.

A la question de savoir s'il croit toujours en ses chances de trouver un jour un emploi digne de son statut, Dominique est plutôt pessimiste.

"Depuis mon jeune âge, je caressais le désir de devenir un grand comptable dans une grande entreprise de la place. Je crois bien que mes rêves se sont brisés. J'ai aujourd'hui 35 ans et au regard des difficultés pour trouver un emploi au Togo, je n'ai plus grand espoir".



Photo/Erck Kaglan

entreprise de 'Car Wash' qui me paye, tenez-vous bien, 800 FCFA par jour. Que pourrais-je faire avec une telle somme?", se lamente ce chômeur, la peine au cœur.

"Il faut que le gouvernement fasse quelque chose pour nous sortir de cette situation. Autrement, nous ne pouvons plus tenir longtemps", souhaite vivement Mathias.

Nantie d'un diplôme en assistance sociale depuis trois ans, Safia Ayéva traîne encore ses bottes dans la maison de ses parents et est toujours à leur charge. Infirme des membres inférieurs, elle n'a même pas eu la chance, à cause de son handicap, de trouver, ne serait-ce qu'un emploi précaire pour subvenir à ses besoins.

"J'aurais été plus utile si j'avais trouvé un emploi. Mais là, je traîne à longueur de journée à la maison et je sais que je constitue une charge pour mes parents. A mon âge, c'est moi qui devais m'occuper d'eux", s'indigne-t-elle

spécialiste des questions d'emploi.

Chômage et sous-emploi sont devenus le lot quotidien de la jeunesse togolaise désorientée, ne sachant à quel saint se vouer.

"En somme, la situation de la jeunesse togolaise est caractérisée par un certain nombre de problèmes dont les plus saillants portent sur le capital humain qu'il faut rebâtir, l'accès au marché du travail qu'il faut élargir et la participation citoyenne qu'il faut réhabiliter", note M. Amoussou.

"C'est ainsi que, pour faire face à ces difficultés, le gouvernement a pensé à la nécessité de mettre en place des réponses tenant compte à la fois des besoins spécifiques des jeunes et de l'utilité que cela peut apporter à la cohésion sociale et au processus de développement au Togo", souligne-t-il, justifiant l'organisation du premier Forum National de la Jeunesse Togolaise tenu à Kara du 18 au 20 avril dernier. Cette rencontre a réuni près de 1.000

“ La longue crise que le Togo a traversée au cours des deux dernières décennies a beaucoup affecté la capacité du pays à offrir des emplois décents et productifs aux jeunes ”.

Edmond Comlan Amoussou, ANPE

Comme Dominique, ils sont de plus en plus nombreux ces jeunes à s'accrocher au guidon de leur bécane à longueur de journée, faute de trouver mieux.

S'il n'est pas devenu "Zémidjan man" comme Dominique, c'est parce qu'il ne sait pas encore aller à moto. Lui, c'est Mathias Kondo, employé dans une petite entreprise de lavage de voitures et de motos située à Totsi, un quartier de Lomé, "en attendant". Titulaire d'une maîtrise en Sociologie obtenue à l'Université de Kara en 2009, il attend de se faire enrôler dans la fonction publique togolaise, en vain.

"J'ai donc décidé de venir à Lomé pour déposer des demandes dans certaines ONG de la place qui pourront me recruter, en attendant. Ce que j'ai fait. Mais, jusqu'alors, ça ne donne rien. Il faut bien que je tue le temps avec quelque chose pour subvenir à mes besoins. J'ai alors décidé de travailler dans cette

avant d'ajouter : "Cette situation me donne parfois l'envie de disparaître. Aux yeux des gens, je ne suis qu'une oisive. Alors que j'ai un diplôme et des compétences à faire valoir".

Cette situation que vivent Dominique, Mathias et Safia est celle que vit une grande partie de la jeunesse togolaise.

Représentant 74,3% de la population togolaise, la jeunesse a été la plus affectée par les difficultés socio-économiques que le pays a traversées au cours des deux dernières décennies.

"La longue crise que le Togo a traversée au cours des deux dernières décennies a beaucoup affecté la capacité du pays à offrir des emplois décents et productifs aux jeunes", explique Edmond Comlan Amoussou, directeur de l'Agence Nationale pour l'Emploi, ANPE.

"De ce fait, les jeunes éprouvent beaucoup de difficultés pour s'insérer sur le marché de l'emploi", déduit ce

participants venus de toutes les préfectures du Togo. Placé sous le thème "citoyenneté, formation et emploi : défis à la promotion de la jeunesse togolaise", ce forum a favorisé un échange sur la problématique et l'ampleur des préoccupations des jeunes, en rapport notamment avec la formation et l'accès des jeunes à l'emploi, la création et la promotion d'emplois décents.

La rencontre de Kara a également permis aux participants de cerner les contraintes qui freinent une meilleure contribution des jeunes au processus de développement économique et social. Elle a été aussi l'occasion de discuter des actions à mener en relation avec les priorités nationales en vue de renforcer la participation citoyenne des jeunes au processus de développement économique et social aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural ■

Brassages et éch



Des jeunes porteurs de projets échangeant avec Victoire Tomégah Dogbé au Forum National de la Jeunesse.

C'est avec un sentiment de satisfaction que les quelques mille jeunes togolais participants au Forum national se sont séparés après trois jours d'intenses travaux à Kara (environ 420 km au nord de Lomé). Une satisfaction qui se justifie non seulement par l'ambiance qui a prévalu au cours de cette rencontre, mais aussi par la richesse des débats et la pertinence des recommandations qui en sont issues.

Pour Kafui Sodoga, étudiante en année de licence à l'Université de Lomé, ce Forum a été l'occasion de découvrir certaines réalités liées notamment à la création d'entreprise.

"En venant ici à Kara, je n'avais aucune idée des opportunités qui allaient s'offrir à moi en terme d'une meilleure connaissance de la notion de création d'entreprise. Aujourd'hui, grâce aux échanges que nous avons eus en atelier,

je repars comme une banque de connaissances", affirme-t-elle.

Même son de cloche chez Essossinam Alou, étudiant à l'Université de Kara, d'après qui le Forum a été une sorte de formation pour les jeunes togolais qui veulent créer un jour leur propre entreprise.

"Avec toutes les connaissances que nous avons acquises, nous n'aurons plus de problèmes quand viendra le moment de penser à entreprendre quelque chose qui puisse nous permettre de gagner notre vie. Des connaissances, nous en avons suffisamment eu. Il ne nous reste plus qu'à les mettre en pratique", estime Essossinam, tout en souhaitant vivement que le gouvernement tienne sa promesse et renouvelle le rendez-vous dans deux ans.

"Ce serait bien que l'on se revoie dans deux ans pour faire un bilan de la manière dont nous avons exploité tou-

tes les connaissances que nous avons reçues et tous les conseils qui nous ont été prodigués par les consultants. C'est pour cette raison que le gouvernement doit tenir sa promesse et organiser la seconde édition du Forum national de la jeunesse".

Pour d'autres participants, c'est plutôt le thème lié à la citoyenneté et à la consolidation de la paix qui a le plus retenu leur attention. Ceci, dans la mesure où avant la rencontre de Kara, ils ne leur est jamais venu à l'idée qu'ils pouvaient eux aussi rendre dignement service à leur pays. C'est le cas de Mablé Kponton, jeune secrétaire dans une association à Notsé.

"Avant, parce que je n'ai pas eu en tant que tel de solides cours d'éducation civique à l'école, je me disais toujours que ce n'est pas à moi de faire quelque chose pour mon pays, mais que c'est plutôt au gouvernement de se débrouiller pour me trouver un emploi

anges fructueux



Le Premier Ministre, Gilbert Houngbo, s'adressant aux jeunes.

parce que c'est mon droit. Maintenant, je me suis rendu compte qu'au même moment où j'ai des droits, j'ai aussi des devoirs envers le Togo. En somme, le forum m'a permis de découvrir les notions de citoyenneté et de patriotisme", avoue la jeune dame.

"Comme expérience acquise, j'ai compris que seul le travail paie, et mieux encore le travail en équipe. J'ai retenu aussi que la citoyenneté est une valeur essentielle que la jeunesse, y compris les filles, doit cultiver pour le développement du Togo", affirme de son côté Nadia Stella Mayindou - une esthéticienne de 33 ans - qui se présente comme « la voix des jeunes filles mères sans voix », avant d'inviter celles dont elle défend la cause à "se mettre en groupe pour mieux évoluer".

L'un des moments les plus forts de la première édition du Forum national de la jeunesse a été sans nul doute le face à face inédit entre les jeunes et les

“ Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'il ne faut pas s'aventurer ”

membres du gouvernement conduits par le Premier ministre togolais, Gilbert Houngbo.

Cette rencontre qui s'est déroulée à la clôture de cette grande messe de Kara a permis aux jeunes d'échanger, sans tabous, avec plus d'une quinzaine de ministres sur tout ce qui constitue leurs préoccupations majeures.

Franches et directes, c'est ainsi qu'on

peut qualifier les discussions entre les jeunes et les membres de l'équipe Houngbo. Pendant près de trois heures d'horloge, les jeunes ont soumis les membres du gouvernement à des questions brûlantes de l'heure.

Du chômage des jeunes à la situation de l'emploi au Togo, en passant par le système éducatif, la politique sportive, la décentralisation, la situation de la jeune fille mère, la réconciliation nationale, aucune question n'a été laissée en suspend.

Tour à tour, les ministres se sont relayés sur le podium du Palais des congrès de Kara pour répondre aux préoccupations des jeunes.

C'est ce qui réjouit Koffi Anani Mensah et Joël Akoumani, tous deux membres d'une ONG basée à Atakpamé.

Le premier se dit ravi par la disponibilité dont ont fait preuve le Premier ministre et son gouvernement pour répondre à chacune de leurs préoccupations.





Le ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona (au micro), a également échangé avec les jeunes.

Photo/Erick Kaglan



pations.

"Cela m'a vraiment fait plaisir. Ça fait longtemps que nous n'avons pas eu de pareilles occasions avec nos autorités. Ce forum nous a permis de nous frotter avec elles. En réalité, elles ne sont pas à craindre comme le font croire certains", pense Anani. Et à Joël Akoumani de renchérir : "Aujourd'hui, le Premier ministre a fait près de trois heures d'horloge avec nous. Ce sont des choses qui se passent sous d'autres cieux et rarement chez nous au Togo. C'est encourageant et nous aimerions que de pareilles initiatives se poursuivent dans l'avenir", souhaite-t-il.

Au-delà de ses objectifs principaux, la rencontre de Kara a été l'occasion pour les jeunes togolais venus des quatre coins du pays de se connaître et de dépasser leurs diverses appartenances ethniques pour découvrir ce bien commun qu'est le Togo.

"Ce forum a été une expérience que je n'oublierai jamais. Logés ensemble,

partageant les mêmes repas, assistant aux mêmes travaux où nous sommes appelés à réfléchir sur les mêmes thématiques et unis par le même objectif, nous ne pouvons pas nous empêcher de nous côtoyer", explique Essénam Cataria, une étudiante venue de Lomé. "Maritime, Plateaux, Centrale, Kara ou Savanes, toutes ces régions semblaient avoir disparu au carrefour de Kara. Unis par le même objectif, celui de redonner à la jeunesse ses lettres de noblesse, nous avons complètement oublié que nous venions d'horizons divers et que nous ne nous connaissions pas; mais, une seule chose était présente dans notre esprit, c'est que nous étions tous là pour le Togo", ajoute Essénam.

N'ayant pas de famille à Lomé, Sandrine Kalanfei, lycéenne résidant à Kanté n'a jamais eu la chance de mettre pied dans la capitale togolaise. Elle en caressait l'envie depuis longtemps. Heureusement pour elle, son rêve ne

tardera pas à se concrétiser. Grâce au forum, elle s'est liée d'amitié avec une participante venue de Lomé qui compte bien l'héberger si elle veut visiter la capitale durant les vacances.

"Vous ne pouvez pas imaginer combien de fois je suis heureuse. Grâce à ce forum et surtout aux connaissances qu'il m'a permis d'avoir, je peux enfin connaître Lomé et surtout découvrir la mer dont je n'entends parler qu'à l'école. Il semble que c'est merveilleux", pense Sandrine.

En somme, les participants au forum sont partis satisfaits de ce que cette rencontre - la première du genre - a offert à chacun d'eux. Et pour Albertine Sowou, gestionnaire de projet à Sokodé, "il ne reste plus qu'au gouvernement de faire des efforts pour satisfaire les recommandations qui lui sont adressées par les jeunes afin d'aider ces derniers à participer effectivement au développement du Togo".

PORT AUTONOME DE LOME

La passion de l'efficacité

- Port en eau profonde : 14 mètres ;
- 900 ha de domaine portuaire ;
- Des capacités d'accueil variées : 2 quais offrant 6 postes d'accostage, un quai minéralier, un quai pétrolier, un terminal à conteneurs très performant et un port de pêche ;
- 110.000 m² de magasins et plus de 200.000 m² de terre-pleins ;
- Plus de 600.000 m² pour l'entreposage des véhicules d'occasion ;
- 40.000 m² d'aire de stationnement (Terminal du Sahel) pour les véhicules à destination des pays du Sahel ;
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés ;
- Opération « Solidarité sur la Mer » : système de convoyage sous escorte des marchandises à destination des pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger).



BP 1225 Lomé Togo
Tel : (228)227 47 42 Fax : (228)227 26 27/227 02 48
E-mail : togoport@togoport.tg Site web : www.togoport.tg

Forum National de la Jeunesse

Les recommandations

A l'issue des travaux du premier Forum national de la jeunesse, plusieurs recommandations ont été formulées par les participants en ce qui concerne les trois thématiques majeures qui ont fait l'objet des discussions à savoir : "jeunesse, citoyenneté et consolidation de la paix", "emploi et création d'entreprises", "l'éducation des jeunes et leur formation". Ces recommandations ont été portées à l'endroit des autorités par le porte-parole des jeunes, Luc Agbétoho. En ce qui concerne la première thématique, le forum a recommandé de rendre obligatoire l'enseignement de l'éducation civique à tous les niveaux scolaires et académiques ; d'éduquer la population et les jeunes en particulier à la culture de la citoyenneté ; de sensibiliser les jeunes sur les enjeux de la décentralisation ; de renforcer les capacités des acteurs et élus locaux ; d'organiser dans un bref délai les élections locales.

Les participants ont également recommandé l'allègement des procédures d'obtention du certificat de nationalité, de naissance et de la carte d'identité nationale ; l'association des différentes religions à la promotion de la paix ; la répartition équitable des richesses nationales. Ils ont aussi suggéré l'implication des jeunes dans le processus de réconciliation ; l'accélération du processus de réforme et de modernisation de la justice nationale ; la promotion de l'égalité des chances en valorisant les compétences nationales, de même que la formation des jeunes à la prévention et à la gestion des conflits. Les recommandations ont été tout aussi pertinentes pour le thème relatif à "la jeunesse, l'emploi et la création d'entreprise". Le forum a préconisé le renforcement des infrastructures socioéducatives et culturelles en milieu rural ; l'exonération des taxes et impôts des jeunes entrepreneurs togolais pour les



Luc Agbétoho, présentant le rapport général du Forum.

cinq premières années ; l'organisation des séminaires de recyclage et de perfectionnement ; l'appui à la création des mutuelles de santé pour la prise en charge des jeunes dont les secteurs d'activités les exposent à de grands risques. Le forum a recommandé de mettre suffisamment de ressources à la disposition de l'Agence Nationale de l'Emploi pour "servir réellement de centre de ressources sur l'emploi des jeunes et promouvoir un environnement propice à l'insertion des jeunes". Le développement d'une synergie d'actions entre les secteurs publics et privés pour la promotion de plus d'emplois pour les jeunes a été également suggéré.

Quant au troisième thème relatif à "l'éducation et la formation des jeunes", les participants à la grande messe de Kara ont proposé au gouvernement d'installer un réseau internet sans fil ou Wifi dans les campus de Lomé et de Kara pour faciliter l'accès des étudiants aux TIC dans leurs recherches. Les jeunes ont aussi préconisé la création de meilleures conditions pouvant permettre à leurs frères handicapés d'avoir une scolarité normale. Ils n'ont pas oublié de demander la création d'une mutuelle de santé pour les étudiants et les conducteurs de moto.

Créer un fonds de recherche scientifique pour promouvoir la recherche au service du développement ; refondre

les contenus des programmes des centres de formation des enseignants ; assurer une formation des cadres d'encadrement du ministère de la

Des recommandations sur lesquelles le gouvernement a promis de plancher sérieusement afin de voir d'améliorer les conditions de vie des jeunes du

réponses qui seront apportées en termes de planification stratégique, de performance de tous les acteurs chargés de l'exécution des recommandations et de mobilisation de tous les partenaires tant nationaux qu'internationaux. A cet égard, ce cadre de concertation des partenaires doit jouer un rôle d'interface à tous les niveaux. Compte tenu de l'importance majeure accordée à la question de la jeunesse, le cadre de concertation devra être suffisamment renforcé pour prendre en compte la dimension transversale de la question de l'emploi.

“S'adressant aux participants, Gilbert Houngbo a jugé "importantes" et "très pertinentes", les recommandations des jeunes.

"Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'il ne faut pas s'aventurer, mais souvent, on refuse tant de s'aventurer qu'elles deviennent difficiles. Nous savons comprendre vos préoccupations. Nous sommes tellement convaincus que c'est par la voie du dialogue et la détermination de tous, que le pays pourra avancer", a déclaré le chef du gouvernement.

"Le gouvernement est très décidé à toujours accorder, une primauté à toutes formes de dialogue. Vous pouvez être rassurés que nous allons nous approprier vos recommandations et ferons tout pour que cela soit budgétisé", a promis M. Houngbo.

Mme Tomégah Dogbé a, pour sa part, salué le comportement des jeunes durant les trois jours de discussions. "Les jeunes ont participé à ce Forum avec une assiduité exemplaire, une attention soutenue et dans un ordre remarquable. Nous pensions avoir perdu ces valeurs dans notre pays. Mais ces trois jours passés avec les jeunes nous ont démontré que ces valeurs existent encore dans la société togolaise", a-t-elle témoigné.

"L'intensité des travaux en ateliers, la hauteur des échanges, la richesse des partages des contributions démontrent la pleine adhésion des jeunes à ce Forum", a souligné la ministre de la jeunesse. ■



Photo/Erick Kaglan

“ Vous pouvez être rassurés que nous allons nous approprier vos recommandations et ferons tout pour que cela soit budgétisé”.

Gilbert Houngbo

jeunesse ; introduire l'entrepreneuriat dans les programmes scolaires ; promouvoir la formation professionnelle technique et des filières qualifiantes en créant un centre d'incubation des métiers agricoles sont entre autres les conclusions du forum.

En somme, près de cinquante recommandations ont été faites par les participants au premier Forum de la jeunesse.

Togo.

Afin d'assurer le suivi du Forum, il a été proposé la création d'un cadre de concertation qui réunira tous les acteurs nationaux et les partenaires du Togo dans le but de susciter leur soutien et leur accompagnement dans l'exécution du plan de suivi qui a été adopté par les participants. La valeur ajoutée du cadre dans ce domaine dépendra des

Eric Agbo

Jeune de la Diaspora

“

Les jeunes doivent faire
preuve de plus d'audace”

Politologue diplômé de la Faculté des Sciences Politiques de l'Université d'Augsbourg en Allemagne où il vit et travaille depuis 20 ans, Eric Agbo, 44 ans, fait partie des rares togolais de l'étranger considérés comme des exemples de réussite. En avril dernier, il était parmi ses compatriotes de la diaspora invités à participer au premier Forum National de la Jeunesse à Kara. Dans cette interview, Eric Agbo entrevoit les retombées de ce grand rendez-vous pour le Togo et invite les jeunes à "faire preuve de plus d'audace". Il évoque également le concours que peut apporter la "diaspora productive" à l'essor du Togo.

Propos recueillis par Erick Kaglan



Photo/Errek Kaglan

Chroniques de la Base : Comment vous sentez-vous après avoir participé au forum national de la jeunesse Togolaise en avril dernier ?

Eric Agbo : Je suis convaincu que, par l'organisation de ce forum, le gouvernement vient de mettre en marche une nouvelle machinerie d'approches en vue de préparer le terrain pour une bonne cohésion sociale. Cette rencontre pragmatique que je trouve "dépolitisée", car étant totalement consacrée aux problèmes et aspirations de la jeunesse, - et c'est important de le souligner - prouve qu'il est permis de nourrir des espoirs pour le Togo. Le gouvernement a, par le biais de ce forum, enclenché une nouvelle donne.

Ce forum a surtout évoqué les questions d'emploi au Togo. Que pensez-vous que les gouvernants d'une part, et les jeunes d'autre part, doivent faire pour réduire le chômage et le sous-emploi au Togo ?

Ma double fonction de politologue et de manager de l'éducation et de la formation m'autorise à affirmer que la solution à cette problématique relève de tout le monde. D'une part, les gouvernants doivent mettre les structures en place pour permettre une synergie durable afin de palier au chômage et le sous-emploi. Mais, d'autre part, les jeunes doivent faire preuve de plus d'audace et toujours penser aux alternatives, car l'évidence aujourd'hui est que tout le monde ne peut pas travailler dans l'administration. J'ai noté que le gouvernement a compris cela et c'est justement l'une des raisons qui l'ont poussé à enclencher de nouvelles approches anti-chômage.

En quoi était-ce nécessaire que la diaspora dont vous faites partie soit mêlée à la relève des défis auxquels la jeunesse togolaise est confrontée ?

Il était temps que l'on prenne au sérieux la diaspora, surtout celle que j'appelle "diaspora productive". Car, excellent déjà dans différents domaines d'activités à l'étranger, elle peut bien aider à booster, de part sa kyrielle d'expertises, les efforts louables que fournissent déjà tous les acteurs pour le développement du Togo. Pour ma part, je me suis investi à élaborer des concepts sur la citoyenneté et la lutte contre le chômage - concepts que je compte proposer aux institutions compétentes, parce que je suis convaincu de leurs impacts positifs pour tous.

Certains jeunes pensent que le succès réside à l'étranger: en prenant exemple sur votre expérience personnelle, qu'en pensez-vous ?

La jeunesse doit cesser de se leurrer et de se laisser duper par cette partie de la diaspora qui revient vendre des illusions ! J'ai rencontré des Togolais vivant au pays qui ont réussi des prouesses dont nous rêvons dans la diaspora. De même, il y a des Africains vivant à l'étranger qui malheureusement n'ont pas réussi. Le fait de vivre à l'étranger ne garantit pas de facto un succès. Je suis arrivé à ce niveau non sans avoir consenti des efforts, persévéré et trimé dur. J'ai créé mon cabinet en Allemagne sans avoir obtenu de crédit bancaire, mais cela a réussi, car j'ai cru en moi. Ceci veut dire que le secret du succès réside plutôt dans la confiance en soi et la persévérance ■



imprimeur . créateur

fortes impressions !



Nous inversons la tendance !

Tél. : +228 22 23 06 00 - ipc_com@hotmail.com - www.ipctogo.com

PORT AUTONOME DE LOME

La passion de l'Efficacité



- Port en eau profonde de la côte ouest africaine, 14 mètres de profondeur ;
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés ;
- « Solidarité sur la Mer » : un service exceptionnel de convoyage sous escorte des marchandises à destination des pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger).



B.P. : 1225 Lomé - TOGO Tél. : +228 227 47 42 Fax : +228 227 26 27 / 227 02 48 E-mail : togoport@togoport.tg

Site web : www.togoport.tg

PROVONAT

La ruée vers

Chemise sous le bras, pleins d'espoir, ils sont des milliers de jeunes Togolais à avoir pris d'assaut les centres de dépôts des dossiers au programme de volontariat national lancé par le ministère du développement à la base, en charge de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Koffi Amétépé, 29 ans, a appris la nouvelle de ce concours à travers les colonnes du quotidien national, Togo Presse - juste la veille - et n'a pas voulu rater l'occasion.

"Ca fait quelques années que j'attends une pareille occasion. C'est une grande opportunité pour nous les jeunes qui cherchons désespérément un emploi", affirme ce jeune titulaire d'un baccalauréat obtenu à Vogan.

Donné Adjam, 27 ans lui a "rapidement dépoussiéré" ses dossiers et les a vite légalisés pour être l'un des premiers candidats à ce concours, aussitôt après avoir entendu le communiqué à la radio.

Il avoue cependant ne pas trop savoir ce dont il s'agissait.

"Je savais juste que ma licence pouvait me permettre d'être retenu et donc, je n'ai pas hésité", dit-il.

Plus de 20.000 demandes de candidature au volontariat du

programme de Promotion du Volontariat National au Togo (PROVONAT) ont été enregistrées, à la date de clôture du dépôt des dossiers le 31 mars dernier.

Sur les plus de 20.000 dossiers, 9.660 ont été déposés au siège du programme PROVONAT et 1.945 au cabinet dudit ministère.

Dans les autres localités du pays, la région de la Kara a battu le record avec 4.500 dossiers. Viennent ensuite les régions des Plateaux et Centrale avec respectivement 1.608 et 1.259 postulants. La région des Savanes a, quant à elle, enregistré 1.192 candidatures.

"Ces chiffres démontrent l'engouement et l'espoir que ce programme suscite auprès des jeunes. Cela prouve qu'ils ont soif d'emploi et pour cela, nous avons le devoir de concrétiser leurs espoirs dans les brefs délais et le Chef de l'Etat y accorde beaucoup d'importance", explique la ministre de tutelle, Victoire Tomégah Dogbé.

Les candidats présélectionnés après le dépôt des dossiers seront contactés sur profil et à la demande des structures d'accueil pour un test écrit et un entretien.

"Les candidats retenus après cette étape, seront ensuite

l'emploi...

formés et envoyés sur le terrain", explique Adama Combey, spécialiste du suivi-évaluation et de planification.

Les Volontaires nationaux seront recrutés ou sélectionnés sur la base des besoins exprimés ou des profils recherchés par les structures d'accueil (administration publique, collectivités locales, organisations non gouvernementales, organisations syndicales, confessions religieuses et les structures du secteur privé à caractère d'insertion professionnelle ...) et des profils des candidats au volontariat national.

"Par exemple, un candidat au volontariat national qui a fait une formation en Sociologie ou Géographie sera affecté dans une structure d'accueil qui a besoin de son profil s'il passe tout le processus de recrutement et non un autre profil", explique Guillaume Allard, chargé du recrutement et de la formation à la cellule du PROVONAT. "Une fois affecté dans la structure d'accueil, le volontaire national sera suivi et accompagné pour s'assurer qu'il développe des compétences professionnelles et contribue activement à la réalisation des objectifs de la structure", souligne-t-il.

Pour cette première promotion de "Volontaires

nationaux" (VN) de l'année 2011, environ 1.000 jeunes seront recrutés.

Le volontaire est une personne qui exerce librement une activité non rémunérée, à temps plein, sur une période déterminée et de façon désintéressée au profit d'une personne morale de droit public ou de droit privé poursuivant une mission d'intérêt général ou d'insertion professionnelle ou pour le développement social, économique et culturel d'une communauté ou d'une collectivité.

A la différence d'un bénévole, le volontaire national reçoit une indemnité de subsistance en échange de son engagement à temps plein. Par ailleurs, les Volontaires Nationaux sont des jeunes diplômés et primo-demandeurs d'emplois qui profitent de leur première expérience professionnelle en tant que volontaire pour développer leurs compétences.

Les missions confiées aux "Volontaires" sont d'une durée minimale de 6 mois et d'une durée maximale de 12 mois (avec renouvellement possible), mais la durée cumulée des missions ne devra pas dépasser 5 ans.

... Comme si c'était leur dernier recours!



Photo Erick Kaglan

“Je suis impatiente, car j'ai l'impression que les choses traînent un peu. Je compte beaucoup sur ce Programme pour trouver un petit job et surtout acquérir de l'expérience”, confie Afi, nantie d'un Brevet de Technicien Supérieur (BTS) en

comptabilité et gestion.

Assise sur un tabouret devant un étalage de poissons fumés au grand marché d'Adawlato, la jeune diplômée sans emploi, aide parfois sa mère.

“Je viens par moments lui donner un coup de main dans ce marché, parce que je ne fais rien à la maison. Ma mère sera

très soulagée le jour où elle apprendra que j'ai été retenue pour ce programme de volontariat”, confie Afi, âgée de 27 ans.

Initié et mis en œuvre par le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, le Programme de

Volontariat National (PROVONAT) est un programme ambitieux visant à mobiliser et à valoriser les compétences et ressources humaines disponibles au Togo.

A l'instar de cette jeune fille, bon nombre de candidats espèrent être reçus au PROVONAT qui leur permettra d'acquérir leurs premières expé-

ces résultats "depuis plusieurs semaines".

Sorti de l'Université de Lomé en 2005 avec une maîtrise en Sociologie, Simbossou n'a jamais travaillé dans une société, donc aucune expérience professionnelle.

"J'avais entre temps tenté de faire du zémidjan (taxi moto). J'ai dû laisser, parce que j'étais tombé malade. Depuis lors, je ne fais plus rien. Je joins les deux bouts grâce à ma mère", explique le sociologue en chômage.

"Mon seul espoir repose aujourd'hui sur le PROVONAT. Pas de jour où je ne pense aux résultats", ajoute Simbossou. Jocelyne, 35 ans avec une licence professionnelle en Marketing et une licence classique en Anglais s'inquiète plutôt: "On se connaît très bien dans ce pays. J'espère qu'ils ne feront pas bénéficier leurs propres enfants et ceux

“ Mon seul espoir repose aujourd'hui sur le PROVONAT. Pas de jour où je ne pense aux résultats ”

de leurs proches. En tout cas, je fais confiance à Mme Dogbé".

"Moi, je préfère attendre les résultats avant de me prononcer (...). Pourvu que les choses se passent très bien", renchérit Adjaratou, 24 ans, nantie d'un BTS en Secrétariat Bilingue.

Pour avoir attendu une pareille occasion pendant de longues années, Eugène Amatékou, lui, croit fermement que son heure va enfin sonner.

"Je suis très optimiste. Je n'ai pas d'autre choix que de penser que ça va marcher pour moi. Je ne sais pas ce que je vais devenir si je ne réussis pas à ce concours. Je prie jour et nuit pour que ça marche pour moi parce que je compte beaucoup sur ce programme pour entamer une carrière", confie-t-il.

De sources proches du PROVONAT, "la saisie des données sur les candidats est presque terminée et la présélection va bientôt démarrer".

L'on connaît déjà les structures d'accueil (150 pour l'instant, pouvant recevoir environ 500 volontaires) et les profils de volontaires recherchés à la

suite de plusieurs missions d'évaluation. Les candidatures restent ouvertes à d'autres centres d'accueil potentiels.

Les candidats volontaires retenus, après la présélection et les tests (écrit et / ou oral), seront affectés dans les structures d'accueil notamment: l'administration publiques, les organisations de la Société Civile (ONGs, Associations de développement, confessions religieuses et organisation syndicale) et les structures privées à caractère d'insertion professionnelle. Une formation sera organisée à leur intention avant leur affectation.

"Lorsque vous scrutez un peu l'environnement professionnel national, vous constaterez que la plupart des offres d'emplois exigent un certain nombre d'années d'expériences professionnelles. Les jeunes diplômés en quête d'un premier emploi hésitent à postuler ou mieux lorsqu'ils postulent, ne sont pas retenus à cause du manque d'expérience. Ceci engendre un sentiment de frustration au sein des premiers demandeurs d'emploi. Le programme de volontariat est conçu pour répondre à cette préoccupation. Il contribuera non seulement à améliorer la situation des jeunes et de leurs familles, mais aussi à développer des valeurs de citoyenneté et d'engagement. En dehors de leurs compétences techniques, les jeunes ont besoin de ces valeurs pour contribuer plus efficacement au développement de notre pays", explique Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

"Les jeunes recrutés vont pouvoir valoriser leurs connaissances et acquérir d'autres compétences et ceci, pour leur développement personnel et celui du pays. A travers le PROVONAT, les jeunes comprendront qu'ils ne sont pas laissés pour compte et reprendront confiance en eux-mêmes. Tout ceci contribue à entretenir un climat social apaisé", souligne-t-elle.

Selon la ministre, le volontaire "a beaucoup d'avantages dont l'un est la formation dont il bénéficie au sein de sa structure d'accueil. Il cultive également, pendant son affectation, des valeurs indispensables à sa future insertion professionnelle. Il bénéficie d'une allocation mensuelle de subsistance, mais pas autant qu'un fonctionnaire du même niveau"■

riences professionnelles.

Ils sont plus de 20.000 à avoir déposé leur candidature au 31 mars dernier, date de clôture des dépôts.

Pour cette première promotion, au moins 1.000 "Volontaires nationaux" (VN) seront recrutés cette année. Afi rêve d'en faire partie.

Simbossou, 31 ans, attend également



Edmond C. Amoussou

Directeur Général de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, ANPE

“Les jeunes doivent se former dans des métiers beaucoup plus porteurs”

Créée par la loi portant Code du Travail en 2006, l'Agence Nationale Pour l'Emploi, ANPE, n'a véritablement débuté ses activités qu'en août 2010. Mais, qu'à cela ne tienne, elle fait déjà beaucoup parler d'elle à travers la mise en œuvre du programme d'Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche (AIDE). Un programme par lequel le gouvernement togolais, par l'entremise du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité Sociale, entend offrir une première expérience en entreprise aux jeunes diplômés en quête d'emplois. Dans cette interview, le directeur général de cette structure, Edmond Comlan Amoussou, présente les missions assignées à l'ANPE et vante les mérites du programme AIDE. Il invite, par ailleurs, les jeunes à se former dans des métiers porteurs d'emploi.

Chroniques de la Base : Qu'est-ce que l'ANPE et quelle est sa mission ?

Edmond C. Amoussou : L'ANPE est un dispositif institutionnel que le gouvernement a mis en place depuis 2008 mais qui a commencé à être opérationnelle en août 2010. Les missions les plus importantes, en gros, sont d'assurer l'intermédiation sur le marché du travail. D'un côté, il y a les demandeurs d'emploi qui ont besoin d'être enregistrés et d'être pris en charge par le système, en leur donnant des conseils et de l'accompagnement jusqu'à ce qu'ils puissent trouver un emploi. Nous ne créons pas l'emploi, mais nous aidons à ce que les jeunes puissent accéder à l'emploi. Cela demande de les prendre en charge, de les conseiller, de les former jusqu'au bout.

D'un autre côté, il y a les entreprises qui, quelque soit leur taille, créent et offrent l'emploi avec l'administration publique. Il faut faire le lien entre les deux. Il peut arriver qu'il y ait une inadéquation. Donc, on doit développer les programmes pour renforcer la capacité des jeunes et des moins jeunes notamment ceux qui passent par de longs chemins pour accéder à l'emploi.

Ça, c'est le volet Intermédiation.

Le second volet concerne l'accompagnement des porteurs de projets. Nous avons vocation à découvrir et accompagner tous les porteurs de projets jusqu'à ce qu'ils arrivent à maturité. Par la suite, on les emmène vers d'autres institutions notamment le ministère du Développement à la Base, l'Agence Nationale de Promotion des PME ou auprès des banques. Ce rôle d'accompagnement, nous le partageons sur le terrain avec les institutions. Nous n'avons pas le leadership, mais nous devons développer des ressources

professionnelles et financières.

Combien de jeunes avez-vous pris en charge à ce jour ?

Jusqu'à ce jour, sur les 18.000 demandeurs d'emploi que nous avons enregistrés, il y a 90% de jeunes. Quant aux porteurs de projets, on peut les estimer à 600. Les actions que nous avons démarrées pour les porteurs de projets, c'est de les former à la notion de l'entrepreneuriat. Dans les 600, il y a au moins une cinquantaine de projets qui sont de bonne facture. De toutes les manières, aussi bien les gens qui partent d'une idée ou des gens qui ont des idées un peu plus avancées, doivent être accompagnés jusqu'à ce que sur les 600, on arrive à une cinquantaine de projets à maturité - des projets qu'on présentera aux banques et aux institutions d'appui. Maintenant, dans le lot des demandeurs d'emploi, ce sont des activités qu'il faut mener pour pouvoir les conseiller. Il faut tout de même avouer que les moyens dont nous disposons ne sont pas encore à la hauteur. On a trois conseillers, et un seul ne peut avoir dans son portefeuille que 200 demandeurs d'emploi. Donc, il y a des ressources humaines à déployer pour que nous puissions bien accomplir notre mission.

“Nous ne créons pas l'emploi, mais nous aidons à ce que les jeunes puissent accéder à l'emploi”.

Comment appréciez-vous votre mission sur le terrain au regard des défis auxquels la jeunesse togolaise est aujourd'hui confrontée ?

La mission est colossale. La dimension des défis à relever de même. Dans les 18.000 demandeurs d'emploi qu'on a enregistrés, il y a beaucoup de demandeurs d'emploi diplômés. Généralement, ce sont eux qui viennent s'adresser à nous. Le nombre des



Photo/Erick Kaglan

demandeurs d'emploi diplômés au Togo, de façon générale, doit être dans une fourchette de 25.000 à 50.000 personnes. C'est la remarque qu'on a faite à partir des statistiques des derniers concours. Le phénomène des diplômés est assez important et s'explique en grande partie par la question du dynamisme de l'économie. En d'autres termes, les structures de formation qui déversent les demandeurs d'emploi n'ont pas travaillé en arrimage avec les besoins de l'économie depuis plus de vingt ans. Ce qui fait qu'il y a un bon lot de demandeurs d'emploi qui doit être réorientée vers des centres de formation qui répondent aux besoins de l'économie nationale. Je vous donne juste un exemple. Sur l'immeuble du nouveau siège d'Ecobank à Lomé, ceux qui ont posé les vitres à un niveau sophistiqué viennent d'Accra, d'Abidjan et de Lagos. Les nôtres ont fait des appels pour des travaux sans grande valeur ajoutée, tout simplement. Les salles acoustiques qui ont été installées ne l'ont pas été par les Togolais. Donc, on a un système de développement des compétences qui est complètement aux antipodes des besoins du marché. Notre rôle à nous, c'est de trouver les moyens de réorienter les jeunes au même moment

que l'Etat, qui doit renforcer les centres de formation et de développement des compétences pour qu'on en corrige un peu le tir.

L'une de vos missions est de conduire le programme AIDE. Parlez-nous en et dites-nous comment ce programme a été initié.

Le programme AIDE est dans les plans du gouvernement depuis plus de trois ans. Compte tenu du fait que les finances publiques sont un peu plus à l'aise, sur 2011, l'Etat a dégagé une somme de 240 millions de francs CFA pour pouvoir subventionner les indemnités de stages de 500 jeunes que nous allons mettre auprès des entreprises privées et publiques. C'est un programme qui s'étale sur trois ans pour un total de 3.000 emplois financés à 1,435 milliards de FCFA. L'objectif principal est de permettre aux jeunes, qui pour la première fois arrivent sur le marché, d'acquérir des compétences additionnelles. Les premiers demandeurs d'emploi vont donc se faire transférer des compétences additionnelles par les entreprises de façon pratique pendant une période de six mois renouvelable une fois - donc douze mois tout au plus. C'est en quelque sorte une remise à niveau pour augmenter l'employabilité de ces

jeunes. Un autre objectif visé par ce programme est qu'il permet aux entreprises d'avoir une main d'œuvre qualifiée. En plus, l'objectif accessoire est de pouvoir distribuer de façon saine un petit revenu à ces jeunes bénéficiaires de ce mécanisme pour leur permettre de vivre dignement pendant la période contractuelle. Ce revenu est réparti selon le niveau de qualification. Ça, ce sont les objectifs. Au niveau des mécanismes, on a, d'un côté, les requêtes des entreprises qui doivent indiquer les profils dont elles ont besoin et d'un autre côté, la base de données des demandeurs d'emploi. Nous allons croiser ces deux bases de données pour pouvoir proposer aux entreprises par postes requis, deux ou trois candidats. Ce sont les entreprises qui font leur sélection selon leurs besoins. Ça permet d'avoir une petite compétition au sein de l'entreprise. Et si cette dernière veut garder les jeunes, elle peut le faire. Mais ce n'est pas l'objectif final.

Depuis le démarrage de ce programme, avez-vous noté un engouement chez les jeunes ou avez-vous plutôt le sentiment qu'ils ne s'y intéressent pas?

Il y a beaucoup d'engouement. Le Chef de l'Etat a parlé du programme à la

veille du 27 avril dernier. Le Premier ministre a pris le relais le 6 mai pour le lancer. Nous avons alors tous suivi cette dynamique pour communiquer autour de ce programme dans tout le pays. Nous avons des besoins exprimés par les demandeurs d'emploi qui se sont inscrits. Et ils sont en tout 13.000 à ce jour. C'est vous dire tout l'intérêt que les jeunes accordent à ce programme.

Et quels sont les profils que vous avez déjà enregistrés ?

Les profils qu'on a généralement concernent la gestion, l'administration, mais aussi des profils techniques comme les sciences médicales et de laboratoires. Il y a aussi des ingénieurs en agronomie et en informatique. On a des profils atypiques comme les CAP en esthétique. On a aussi des profils généraux comme les sciences humaines. Mais, ce n'est surtout pas de ces profils que les entreprises ont besoin. Il faut rappeler qu'on a, à ce jour, 300 postes offerts par les entreprises. Le gap de 200 postes par rapport au total de 500 est comblé au fur et à mesure. Donc les 300, nous allons les mettre en stage à partir du 1^{er} août. Les 200 jeunes restants seront mis à disposition par vagues successives en fonction des autres besoins que les entreprises auront exprimés. Certaines entreprises n'ont pas encore exprimé leurs besoins. Donc, les requêtes des entreprises pour cette année pourront atteindre 700. Ce qui pourrait dépasser de loin ce que le programme offre. Cela veut dire qu'il y a des possibilités d'emploi et de formation dans les entreprises publiques et privées.

Ces milliers de jeunes qui viennent à vous dans l'espoir de trouver un emploi... Est-ce que vous les sentez totalement désespérés ou vous sentez qu'ils ont un petit espoir ?

L'engouement qu'ils mettent à arriver ici et la discipline qu'ils observent en se mettant dans les rangs témoignent du fait qu'ils ont de l'espoir. Quand on échange avec eux, ils comprennent que c'est un début et que le gouvernement commence par faire quelque chose. Ce n'est pas la résolution complète du problème, mais ils sont confiants. Ils ont quelques points d'interrogation, notamment le télescopage entre les programmes AIDE et PROVONAT. C'est comme-ci

le gouvernement mettait en même temps en ligne deux programmes sur lesquels ils ne sentent pas la différence, alors qu'en réalité ce sont des programmes complémentaires. L'autre élément d'inquiétude pour eux, c'est qu'on puisse être sérieux dans la présélection. Ils ont peur qu'on ne fonctionne selon les systèmes de listes politiques, des amitiés ou des réseaux. Mais, quand on leur dit que ce sont les entreprises qui vont faire la sélection finale en fonction de leurs besoins, cela les rassure un tout petit peu. Mais ils souhaitent avoir d'autres programmes de telle façon qu'au-delà des 3.000 emplois au bout des trois ans, il y ait des programmes qui donnent des chances aux jeunes de pouvoir se mettre à l'ouvrage.

“ Nous avons vocation à découvrir et accompagner tous les porteurs de projets jusqu'à ce qu'ils arrivent à maturité. ”

Quelle complémentarité existe-t-il entre le programme AIDE et le programme de volontariat national ?

Les deux programmes ont des similarités. C'est le même public qui est visé, c'est-à-dire les jeunes de 18 à 40 d'un côté, et les jeunes de 18 à 35 ans de l'autre. La finalité est de donner la possibilité aux jeunes d'agrandir leurs compétences, que l'on soit volontaire ou stagiaire. Il y a une autre différence dans la mesure où le volontariat consiste à transmettre la notion de citoyenneté aux jeunes lorsqu'ils font du bénévolat. Donc, ils apprennent à servir la chose publique. Du coup, au niveau des structures d'accueil, il y a une différence. D'un côté pour le Provonats, c'est l'administration publique, les collectivités locales, les ONG et tout ce qui est d'intérêt public. Pour le programme AIDE, ce sont les entreprises publiques ou privées, c'est-à-dire le secteur productif essentiellement. Voilà la différence entre les deux programmes. De toutes les façons, lorsqu'un jeune rentre dans le programme de volontariat et qu'il finit,

s'il n'a pas été gardé par la structure, l'ANPE reprend ce jeune pour l'assister. La même chose est faite au stagiaire. Lorsque ce dernier n'est pas gardé, l'ANPE le reprend pour le repositionner. Donc, il y a une synergie extrême entre les deux programmes.

En tant que spécialiste des questions d'emploi, est-ce que vous comprenez pourquoi les problèmes de sous-emploi et de chômage se posent avec acuité au Togo ?

Il y a trente ans, ce problème ne se posait pas avec acuité. Nous-mêmes, lorsque nous étions sortis des écoles et universités, on nous faisait la cour pour nos profils d'ingénieurs ou de gestionnaires. Mais, ce qu'il faut relever est qu'il y a un phénomène de développement démographique pour lequel des réponses institutionnelles appropriées n'ont pas été apportées. Il y a également des raisons économiques qui expliquent le problème. Notre pays a été fragilisé au cours des vingt dernières années par des difficultés économiques et sociopolitiques. Aujourd'hui, un Etat, quelque soient les efforts qu'il puisse fournir, devrait avoir un taux de chômage oscillant autour de 5%. Mais, quand l'on en a jusqu'à 25% ou le tiers de la population en situation de sous-emploi, ça devient un cancer qu'il faut traiter assez rapidement pour que les jeunes n'aillent pas vers la violence et la drogue. Au Togo, le taux de chômage et le taux de sous-emploi combinés est d'à peu près 35%. Plus de 60% des jeunes sont concernés par le phénomène. Les études n'ont pas donné de statistiques assez claires. L'une des missions de l'ANPE, c'est également de sonder le marché pour produire régulièrement des statistiques à l'Etat, au système de développement des compétences et aux entreprises afin de leur permettre de prendre les décisions idoines. Aujourd'hui, il faut arrêter de former les jeunes pour des BAC G3, des BAC E... Il faut avoir des BAC professionnels. Il y a des métiers cléricaux sur lesquels il ne faut pas aller. Aujourd'hui, il faut former les gens beaucoup plus sur les sciences dures. Il y a un manque cruel de jeunes dans les secteurs des télécoms, de l'environnement et également dans d'autres secteurs. Les jeunes doivent se former dans des métiers beaucoup plus porteurs■

Programme de

PROMOTION DU VOLONTARIAT NATIONAL AU TOGO

Un cadre national pour promouvoir des
valeurs au sein de la jeunesse togolaise

Engagement

Solidarité

Dévouement

Humilité

Professionnalisme

Honnêteté

*« Volontaires Nationaux : tous engagés
pour le développement du Togo ! »*

Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat,
de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

Insertion Professionnelle des Artisans

Outillés,

“C'est le travail qui fait l'homme, dit-on souvent. Aujourd'hui, grâce aux outils que j'ai reçus en mars dernier, je suis enfin

nom que Florent a donné à son atelier] et le tour est joué.

Formé au Centre Régional de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (CRETFP) d'Atakpa-

affirme Florent.

Comme lui, quelque 600 jeunes artisans ont été formés en décembre 2010 et janvier 2011 sur l'ensemble du pays à l'entrepreneuriat et à la gestion de



Photo/Enck Kaglan

Le président togolais, Faure Gnassingbé, remettant symboliquement un kit d'outillage à un jeune artisan à Tsévié, le 4 mars 2011.

devenu un patron. J'ai enfin un travail, celui dont j'ai toujours rêvé", se réjouit Florent Assogba, électricien de formation résident à Atakpamé, une des plus grandes villes du Togo, située à environ 190 km au Nord de Lomé.

Retranché derrière la gare routière d'Agbonou, l'un des quartiers populaires de la ville, Florent, 25 ans, fait la joie de quelques habitants de cette agglomération. Et pour cause, il a ouvert depuis quelques mois un atelier. Grâce à lui, les habitations situées dans les environs ne sont plus obligées d'attendre des heures durant avant de bénéficier des services d'un électricien, en cas de panne électrique. Il leur suffit d'envoyer quelqu'un chercher le patron de l'atelier 'Assogba et fils' [C'est le

mé après son BEPC, Florent a obtenu son diplôme de fin de formation depuis 2009. Par manque de moyens, ses parents n'ont pu lui ouvrir un atelier. Heureusement pour lui, le meilleur était à venir.

"J'étais devant mon poste téléviseur un soir lorsqu'on a commencé à passer un communiqué du ministère en charge de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes sur la télévision nationale. Ce communiqué était relatif à une formation qui serait organisée à l'intention de jeunes artisans diplômés sans emploi. Le lendemain, je me suis adressé aux représentants dudit ministère à Atakpamé pour plus de renseignements. Je me suis donc inscrit et j'ai été retenu. Aujourd'hui, je ne le regrette pas",

micro-entreprise, dans le but de favoriser leur insertion professionnelle. Au cours de cette session de formation de six jours organisée par le ministère du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, l'accent a été mis sur les micro-entreprises classiques et coopératives, le plan d'affaires et les sources de financement.

A la suite de cette formation, les 600 jeunes artisans, dont Florent Assogba, ont bénéficié le 4 mars dernier de kits d'outillage d'une valeur de 56 millions de F CFA, destinés toujours à faciliter leur insertion professionnelle, lors d'une cérémonie officielle présidée au stade Dr Kaolo de Tsévié (environ 35 km de Lomé) par le Chef de l'Etat

motivés

togolais, Faure Gnassingbé.
"J'ai reçu tous les outils pouvant me permettre d'ouvrir enfin mon atelier. Tournevis, marteaux, burin, appareil testeur, rallonges, appareil de mesure,

offerts par le gouvernement, il peut enfin envisager l'avenir avec plus de sérénité.

"Je me posais chaque jour la question de savoir si les maigres économies que

travail", indique Arime Telata Anala, directeur de l'emploi des jeunes.

A l'instar de ces deux jeunes artisans, plusieurs autres dont des maçons, des plombiers, des mécaniciens à deux



Photo/Erck Kaglan

Un jeune soudeur motivé, à pied d'œuvre dans son atelier à Lomé.

caisse à outils, bref tout ce qui m'est nécessaire. Et vous ne pouvez pas imaginer un seul instant ce que ce geste du gouvernement représente pour moi. Aujourd'hui, grâce à cet atelier que j'ai ouvert, je ne suis plus à la charge de mes parents. Je gagne ma vie petit à petit. Ce qui me permet d'acheter certains matériels électriques que je revends dans mon atelier", affirme Florent, visiblement heureux.

Tout aussi heureux que Florent, Isidore Bataba, menuisier à Lomé. Son apprentissage fini depuis 2008, ce jeune homme de 30 ans aide un gérant de cafétéria tous les soirs à Agbalépédogan, un quartier de Lomé, faute de moyens pour ouvrir sa menuiserie. Mais, après avoir bénéficié des kits

je réalisais avec ce que je gagnais à la cafétéria me suffiraient pour acheter des outils nécessaires à l'ouverture de mon atelier. J'ai même commencé par perdre espoir jusqu'à ce jour de mars où les outils m'ont été apportés. Aujourd'hui, grâce à cet atelier que j'ai, je peux enfin faire bonne impression parmi mes anciens camarades apprentis qui, eux, avaient leurs ateliers depuis la fin de notre formation", se réjouit Isidore.

"L'objectif visé par le projet est de promouvoir et d'encourager l'auto emploi notamment des jeunes diplômés de la formation professionnelle par l'appui et l'accompagnement pour consolider leurs compétences et faciliter leur insertion sur le marché du

roues et des tapisseries venus des quatre coins du pays ont pu ouvrir leurs ateliers grâce à ce projet, dont le coût total de la phase pilote est estimé à environ 1,250 milliards de FCFA. Il est financé en grande partie sur le budget de l'Etat avec une contribution de la Présidence de la République et de la société de téléphonie mobile Togo Cellulaire.

Prévu pour s'étaler sur cinq ans, le projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes artisans ambitionne de couvrir toutes les préfectures du Togo d'ici à fin 2015. 5.000 jeunes seront ainsi formés et appuyés durant cette période, soit environ 1.000 jeunes par an ■

Entrepreneuriat



Photo/Erick Kaglan

Sur de nouvelles bases

Kanté. Préfecture de la Kéran. Région de la Kara. 450 km au Nord de la capitale togolaise. Ici vit Kossi Dokla, jeune éleveur retransché dans le petit village de Worongo avec sa petite famille, son bétail et sa volaille...

Il fait partie de ces jeunes togolais qui ont appris à se battre seuls, sans soutien du gouvernement ou de qui que ce soit.

A 27 ans, Kossi est le plus grand éleveur de volaille de Kanté avec seulement 300 pondeuses, 200 poules ordinaires, 150 dindons et autant de pintades, une activité qu'il exerce depuis un an seulement. Il est également l'un des plus grands éleveurs de bétail avec seulement 60 têtes de bœufs, et 20 moutons.

Mais aujourd'hui, c'est le cœur gros qu'il quitte sa ferme, laissant tout

derrière lui. Destination Porto-Novo, République du Bénin, en compagnie de 21 autres compatriotes entrepreneurs agricoles comme lui, issus de toutes les régions du Togo. Nous sommes en mai 2011. Et c'est le Centre Songhaï qui les accueillera pour une formation durant trois mois.

Ces jeunes ont été sélectionnés par le ministère du développement à la base en charge de la jeunesse et de l'emploi des jeunes à la suite d'un appel à candidature lancé en mars dernier.

"C'est avec beaucoup de peine que je quitte mes animaux pour cette formation parce que je crains des déperditions en mon absence, mais je suis, au même moment, confiant que mon séjour dans ce centre de renom me permettra de renforcer mes connaissances et de repartir sur de nouvelles bases dans ce domaine que

j'ai choisi", confie-t-il, peu avant son départ de Lomé, sa valise sous le bras.

"Cela fait un bon moment que j'attendais une pareille formation pour être plus compétitif parce qu'en fait, je n'avais jamais appris à élever des animaux (...). Je me suis lancé dans cette activité juste parce que j'ai cru qu'elle serait porteuse. Mais aujourd'hui, je sens la nécessité de me mettre à niveau", ajoute l'ancien revendeur de matériels électroniques reconverti à l'élevage après avoir réalisé quelques petits bénéfices dans son commerce.

Du nom d'un prestigieux empire ouest africain fondé entre le 14^e et le 15^e siècle, Songhaï est une organisation non gouvernementale créée en 1985 par des africains et un groupe d'amis d'africains. Songhaï développe une gamme d'activités variées et



A la ferme du jeune entrepreneur Kossi Dokla, à Kanté

diversifiées allant de la production animale aux énergies renouvelables en passant par la production piscicole et l'agroalimentaire, entre autres.

“L'objectif en envoyant ces jeunes au centre Songhaï est de leur permettre d'acquérir d'autres connaissances afin de pouvoir exceller dans leurs différentes activités. Il s'agit de promouvoir l'entrepreneuriat agricole dans les secteurs de la production animale, de la production végétale, de la transformation agroalimentaire, etc.”, a indiqué Victoire Tomégah Dogbé, ministre de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Une autre vague de six jeunes sont également sélectionnés pour prendre part à une formation en entrepreneuriat agricole au même centre à partir du mois d'août, avec l'appui du CDJS, le Centre de Développement de la Jeunesse et des Sports de la CEDEAO, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

“Trente autres jeunes suivront la même formation au sein de trois centres nationaux à savoir le Centre International de Développement Agro-Pastoral (CIDAP) à Niamtougou, le

Centre Opportunity Industrializer Center (OIC) basé à Notsé et l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové, à Kpalimé. Ces jeunes ont été sélectionnés par l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES-Formation) - un cabinet spécialisé dans la formation et le recrutement - à la suite d'un appel à candidature lancé par le ministère en mars dernier.

A la fin de leur formation tous ces jeunes bénéficieront d'un appui pour leur installation.

Notons par ailleurs que 100 jeunes diplômés sans emploi étaient en formation en entrepreneuriat à Notsé du 4 au 14 avril dernier sur l'initiative du ministère de tutelle.

A l'issue de cette formation, 10 projets d'entreprise sélectionnés parmi les plans d'affaires élaborés par ces jeunes ont été envoyés à la CONFEJES et seront financés dans le cadre du fonds d'insertion pour les jeunes (FIJ) 2011.

Les 90 autres plans d'affaires bénéficieront d'un financement par l'Etat.

“Les fonds sont déjà disponibles et les jeunes reçoivent actuellement un appui technique des cadres du ministère en

vue d'améliorer leurs plans d'affaires et les rendre plus viables”, a rassuré le directeur de l'emploi des jeunes, Arime Télata Anala.

“La promotion des micros, petites et moyennes entreprises étant admis comme l'un des principaux mécanismes de création d'emploi, le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes en a fait l'un des axes majeurs de sa stratégie pour développer l'esprit d'entreprise chez les jeunes et assurer leur autonomisation”, a ajouté M. Anala.

“La stratégie du ministère dans ce domaine vise à court, moyen et long terme à élargir le cercle national d'entrepreneurs potentiels et de résoudre le problème d'emploi. Elle passe par la formation des jeunes diplômés sans emploi en technique de création et de gestion de la micro entreprise et surtout par la levée du principal goulot d'étranglement qui freine l'élan des jeunes à s'essayer dans le monde des affaires notamment l'accès au financement”, a-t-il ajouté ■

Trucs & Astuces

Comment rédiger son projet

Les étapes à suivre pour élaborer votre projet d'entreprise sont longues et souvent difficiles. C'est l'occasion de vous armer de courage et de faire montre de persévérance, de ténacité et de volonté de réussir. L'élaboration du projet est l'une des étapes les plus importantes dans la démarche globale de création d'une entreprise. Il s'agit de décrire la vie de votre entreprise telle que vous l'envisagez depuis la conception de l'idée jusqu'à votre bilan de fin d'exercice. Cette description est faite dans un document appelé plan d'affaires ou étude de faisabilité du projet. Le plan d'affaire est donc un document écrit contenant toutes les informations sur votre entreprise et sur vous-

même.

C'est un excellent outil de gestion et de communication, et un moyen de tester le potentiel réel de votre idée avant même de la mettre en chantier.

Votre plan d'affaires, s'il est correctement et convenablement monté, vous permettra de cerner tous les problèmes auxquels vous serez confronté et vous verrez ainsi les points à améliorer ou à abandonner.

La rédaction du plan d'affaires doit se faire soigneusement. Il doit être clair, concis, précis, réaliste et réalisable.

Le plan d'affaires comprend généralement, outre la table des matières et le résumé, les points suivants :

- 1- Etude technique
 - 2- Etude de marché
 - 3- Mise en marché
 - 4- Etude financière
 - 5- Analyse et commentaires des principaux outils de gestion
- L'entreprise a toujours pour objectifs, de satisfaire un besoin qu'il soit individuel ou collectif, matériel ou immatériel, fabriqué industriellement ou de façon artisanale.

Il existe plusieurs types d'entreprise :

- Les entreprises manufacturières ou de production ;
- Les entreprises commerciales ;
- Les entreprises de prestation de service ;
- Les entreprises agropastorales ;
- Les entreprises artisanales.

1) Les entreprises manufacturières sont des entreprises qui fabriquent, à l'aide de matières premières des produits finis.

2) Les entreprises commerciales sont des entreprises qui achètent les produits fabriqués, les conditionnent avant de les vendre ou les vendent en l'état.

3) Les entreprises de service sont des entreprises qui ne vendent pas de produits ou marchandises mais rendent des services moyennant un prix (téléphone, fax..)

4) Les entreprises agropastorales sont des entreprises qui produisent des biens de type agricole.

5) Les entreprises artisanales : certaines entreprises de production ou de service sont considérées comme entreprises artisanales (coiffure, couture, plomberie, etc....).

I- ETUDE TECHNIQUE DU PRODUIT

Cette étude consiste à préciser :

Les caractéristiques du produit, de la marchandise ou de service que vous voulez mettre sur le marché. Décrivez-le comme si vous étiez la personne qui l'achète. Mettez-vous dans sa peau et dites ce que vous voyez. C'est le réflexe client.

Décrivez également

Le processus de la fabrication du produit ou de la prestation de service ;

Les matières premières utilisées.

CE QUE VOUS DEVEZ RETENIR

1- La description du produit dans les entreprises manufacturières doit tenir compte non seulement des caractéristiques physiques mais aussi et surtout de la qualité des matières utilisées et du processus de fabrication.

- Concentrer son attention sur toutes les caractéristiques du produit et non seulement sur les caractéristiques physiques ; ne pas se préoccuper uniquement de sa fabrication.

- Identifier les autres caractéristiques du produit : besoins des clients auxquels le produit répond, utilité, caractéristiques qui attirent ou éloignent les clients, etc.

- Se mettre dans la peau des utilisateurs ; évitez de considérer le produit du seul point de vue du fabricant en oubliant ce qui est important pour les clients.

2- Dans les entreprises commerciales, vous devez vous demander si votre marchandise correspond aux besoins de la clientèle visée, savoir où se trouve les fournisseurs, bien préparer avant de les rencontrer, prendre

conscience que bien présenter la marchandise ne suffit pas pour la vendre.

- Se demander si c'est le bon type de commerce, la bonne marchandise pour la clientèle visée. Ex : Eviter l'offre de vêtements exclusifs à prix élevé dans un secteur où la majorité des personnes gagnent peu.

- Bien connaître toutes les caractéristiques de la marchandise (produit, bien ou denrée) que vous voulez vendre.

- Définir les particularités ou les "à côtés" reliés à la marchandise que vous voulez vendre. Ex : L'éleveur doit connaître les conditions d'élevage de ses animaux, l'alimentation, les maladies, les traitements, la sélection des meilleurs reproducteurs, etc.

- S'avoir où trouver les fournisseurs et faire connaissance avec eux ;

- Evaluer le prix et la qualité de la marchandise offerte par les fournisseurs que vous rencontrez ;

- Déterminer précisément ce que vous voulez vendre et être bien préparés avant de rencontrer les fournisseurs ;

- Fixer la quantité et la gamme de marchandises que vous voulez vendre ;

3- Les entreprises de service sont des entreprises qui ne vendent pas de produits ou marchandises mais rendent des services moyennant un prix (coiffeur, téléphone...).

- Être capable de voir et de décrire leur service d'une façon précise ;

- Déterminer la forme que prend leur service aux yeux des clients ;

- Trouver les mots simples et justes pour nommer une série d'actions ; ou une façon de faire qui peut varier selon les besoins des clients ;

- Définir leur service au regard des besoins des clients plutôt qu'en fonction de l'idée qu'ils s'en font.

II- ETUDE DE MARCHE

A cette étape, vous avez définitivement choisi le secteur d'activités dans lequel vous voulez vous lancer et le produit ; ou le service que vous voulez vendre.

Dès lors, vous devez réfléchir sur votre clientèle, votre marché, votre lieu d'emplacement, votre concurrence, vos prix, votre publicité.

La clientèle

C'est l'ensemble des personnes qui demandent ou qui sont susceptibles de demander les produits, les marchandises ou les services que vous produirez ou que d'autres entreprises produisent pour satisfaire leurs besoins.

Il est évident que toutes ces personnes n'achèteront pas forcément uniquement chez vous.

La personne qui démarre une entreprise ne dispose pas de ressources suffisantes pour attaquer le marché sur tous les fronts. Il lui est impossible dès le départ de mettre au point une gamme de produits ou services suffisamment grande pour satisfaire tous les consommateurs. Il vaut donc mieux concentrer ses efforts sur un ou des groupes précis de consommateurs. C'est votre clientèle cible.

Aussi faut-il identifier de façon précise votre clientèle cible, et en connaître les caractéristiques, les habitudes d'achat, les attentes, les besoins et les désirs afin de savoir comment s'adresser à eux et retenir leur attention.

A suivre ...



Des jeunes de Lomé lors d'une opération d'assainissement durant les vacances 2010

Encore mobilisés pour des vacances utiles et citoyennes

Quelques pelles, quatre brouettes, une motopompe, un pulvérisateur : Comlavi Togbé fait l'inventaire de ce qui reste des outils ayant servi à son association 'Jeunesse Active de Kagnikopé' lors des opérations de salubrité publique des vacances scolaires 2010.

"Voilà tout ce qui nous reste comme outils. Nous espérons en recevoir d'autres comme c'était le cas l'année dernière afin d'assainir notre quartier, parce qu'actuellement, avec les inondations, nous sommes encore sous l'eau", indique Comlavi.

"Les ruelles sont toutes obstruées par l'eau, de même que les bas-fonds et quelques maisons", précise-t-il, craignant que la situation n'empire si lui et les siens ne rééditent pas les "actions citoyennes de l'année dernière".

"Les jeunes de notre association sont mobilisés pour ça parce qu'ils sont conscients qu'il y va de notre santé. Même les gens de notre église sont très

intéressés par cette nouvelle campagne de citoyenneté", ajoute le président de l'association des jeunes de Kagnikopé.

"Au cours des opérations de salubrité passées, nous avons pu désinfecter environ 350 maisons, vider 32 maisons d'eaux stagnantes et puantes et détruit 4 dépotoirs sauvages", revendique-t-il, estimant que "c'était un grand soulagement pour les populations".

"C'est l'un des projets dont la pertinence et l'impact ont été soulignés par les populations", lance-t-il, poursuivant : "Aujourd'hui, certains n'hésitent même plus à dénoncer ceux qui continuent de jeter des ordures sur les dépotoirs que nous avons détruits. Cela veut dire qu'il y a un certain début de prise de conscience".

Initié par le ministère en charge du développement à la base en charge de la jeunesse lors des vacances 2010, le projet "Vacances utiles et citoyennes" a mobilisé des dizaines d'associations des quartiers de Lomé dans des opérations d'assainissement de leurs

milieux. Ces associations avaient reçu au préalable des outils nécessaires devant leur permettre de mener leurs activités. Les jeunes ont été également entretenus sur les valeurs citoyennes, la prise de conscience sur l'importance d'avoir un environnement sain, et la participation à la gestion de la vie en communauté.

Outre les opérations d'assainissement, le projet avait ciblé à sa première édition, en 2010, les meilleurs élèves aux examens de BEPC et de BAC 1 à travers respectivement une colonie de vacances à Notsé (90 km au Nord de Lomé) et un camp chantier de reboisement à Dapaong, (extrême Nord).

Occasion de brassage et d'échanges culturels entre les cracs, la colonie de vacances de Notsé a regroupé 320 élèves dont 75 filles autour d'activités socio collectives comme le tricotage de nappes de tables, de rideaux, la tresse de filets de ballon de foot etc. Pendant ce temps, le camp chantier de reboisement de Dapaong mobilisait

173 élèves pour la mise en terre de quelques 7.300 plants sur l'axe routier Dapaong-Cinkassé, dans les environs de la "Fosse aux Lions" ainsi qu'au Lycée moderne de Dapaong, avec le concours d'une centaine de jeunes élèves de la localité, tous niveaux confondus.

Les participants à la colonie de vacances et au camp chantier de Dapaong ont été sensibilisés sur leurs droits et devoirs, les fléaux sociaux comme la drogue, les IST et le VIH/Sida et ont appris à se familiariser et à vivre ensemble.

Vacances citoyennes désormais plus inclusives

Le projet "Vacances utiles et citoyennes" enregistre de grandes innovations cette année. Non seulement les opérations de jeunesse sont désormais élargies aux associations de jeunesse de

Institutions de Microfinance FUCEC et WAGES et le Cabinet Aquereburu & Partners, entre autres.

"Nous avons besoin de cultiver l'excellence dans notre pays ; c'est la raison pour laquelle nous choisissons les meilleurs", indique Victoire Tomégah Dogbé, ministre de tutelle.

"A l'heure où notre pays s'engage dans un processus de réconciliation, il nous faut promouvoir des valeurs d'acceptation, de respect mutuel, d'humilité, d'amour, de paix, bref favoriser le brassage entre nos jeunes frères et sœurs à travers des colonies de vacances et camps chantiers comme ceux-là", ajoute-t-elle.

Des cours de vacances "entrepreneuriales" sont par ailleurs organisés à l'intention des jeunes scolaires pour "vulgariser la culture entrepreneuriale, réduire le taux de chômage sans cesse croissant et favoriser l'émergence de

“ Nous avons besoin de cultiver l'excellence dans notre pays ; c'est la raison pour laquelle nous choisissons les meilleurs”

Victoire Tomégah Dogbé

toutes les principales régions du pays, mais également le projet donne la chance à plus de nouveaux meilleurs élèves aux examens du BEPC et du BAC 1 de cette année de participer durant deux semaines (du 1er au 15 août) à une colonie de vacances à Notsé et à un camp chantier de reboisement à Kara. Au total 394 élèves - autant de garçons que de filles - issus de toutes les préfectures du Togo, participeront à la colonie de vacances et 255 élèves au camp chantier.

Les étudiants entrent en lice

L'une des innovations majeures des vacances utiles et citoyennes cette année est l'entrée en lice des étudiants des universités de Lomé et de Kara. Les meilleurs des écoles et facultés bénéficieront de stages de formation dans des sociétés partenaires du ministère du développement à la base à savoir le Port Autonome de Lomé, la LONATO, CIMTOGO, Afrique Audit Consulting, le Ministère de l'Action Sociale, le Ministère du Développement à la Base, la Banque Régionale de Solidarité (BRS-Togo), les

jeunes entrepreneurs ". Ajoutons que les vacances citoyennes 2011 ont été soutenues par les Douanes Togolaises, Togocel, la LONATO, la BOAD et la Présidence de la République.

Les jeunes d'Amoutiévé à l'école de la "citoyenneté responsable"

C'est également ces vacances (les 12 et 13 juillet derniers) qu'ont choisi une centaine de jeunes du quartier Amoutiévé (Lomé) pour se former à une citoyenneté responsable à travers un atelier de deux jours organisé au Centre Communautaire de Bè par le Comité de Développement Intégral d'Amoutiévé (CDIA). L'initiative a reçu le soutien financier du ministère du développement à base en charge de la jeunesse. La cérémonie d'ouverture de cette rencontre a été présidée par le directeur de cabinet dudit ministère, Yawotse Vovor, en présence de Togbui Agbobli Dadzie Adjalle VI, chef canton d'Amoutiévé et des premiers responsables du CDIA. Rappelons que la formation à une citoyenneté responsable est l'une des recommandations du premier Forum National de la Jeunesse tenu à Kara en avril dernier ■



Photo/Erick Kaglan



DIRECTION GENERALE
DES DOUANES

INFOS SUR LES DOUANES TOGOLAISES



L'Administration des Douanes Togolaises est un service public qui relève de l'autorité du ministère de l'Economie et des Finances. Elle constitue un corps paramilitaire composé d'agents relevant à la fois du statut général de la fonction publique et du statut militaire. C'est le décret n°97-104/PR du 23 juillet 1997 qui l'organise et détermine ses attributions. Elle a subi ces dernières années une profonde mutation afin de se conformer au nouvel environnement économique mondial. Afin de vous permettre de mieux comprendre ses attributions et d'apprécier sa contribution au sein de l'économie nationale, nous allons vous présenter l'organisation, les missions, les perspectives d'avenir et les résultats obtenus, suite aux réformes engagées.

I – L'ORGANISATION DES DOUANES TOGOLAISES

L'Administration des Douanes Togolaises est composée d'une direction générale, des directions régionales et des services extérieurs. Elle emploie huit cent trente cinq (835) agents et cadres de toutes catégories.

I-1- La Direction Générale

La Direction Générale est sous l'autorité d'un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il est aidé dans sa tâche par un Directeur Général Adjoint, nommé aussi par décret.

• **Les directions centrales de la Direction Générale** L'Administration des Douanes compte cinq directions centrales qui sont :

- La direction des Affaires Administratives et de la Formation ;
- La direction de la Législation, du Tarif, des Régimes Economiques et des Relations Internationales ;
- La direction de l'Informatique, des Statistiques Douanières, de la Comptabilité et du Budget ;
- La direction du Contentieux, des Enquêtes Douanières et de la Valeur ;
- La direction du Contrôle des services.

I-2- Les Directions Régionales.

Six directions régionales implantées dans les chefs-lieux de région constituent les courroies de transmission des orientations de la direction générale des douanes dans tout le pays.

I-3- Les services extérieurs

Il s'agit des bureaux des douanes, des brigades des douanes et des postes des douanes.

Ils assurent l'application de la législation et de la réglementation douanière sur le terrain.

II – LES MISSIONS DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES

Les missions de l'Administration des Douanes sont essentiellement fiscales, économiques et sécuritaires.

II-1- Les missions fiscales

L'Administration des Douanes est chargée d'assurer la perception des droits et taxes de douane ainsi que toutes les impositions exigibles à l'importation et à l'exportation. Elle représente aujourd'hui l'une des plus importantes régies financières de l'Etat, avec plus de 50% des recettes fiscales du pays.

II-2- Les missions économiques

Les Douanes Togolaises accompagnent par plusieurs stratégies, les entreprises nationales dans leur quête de la prospérité. Elles ont considérablement simplifié les procédures douanières pour permettre aux opérateurs économiques de gagner du temps dans leurs activités. Par ailleurs, elles leur fournissent des informations relatives aux échanges extérieurs, mettent en œuvre la politique communautaire et nationale de protection des entreprises installées dans l'espace communautaire. Des accords ont été signés entre elles et certains propriétaires ou détenteurs nationaux de brevets et marques, pour lutter efficacement contre la contrefaçon et la piraterie. Grâce à ces accords, les opérateurs économiques arrivent à mieux faire protéger leurs marques par la douane.



DIRECTION GENERALE
DES DOUANES

FOCUS SUR LES DOUANES TOGOLAISES



II-3-Les missions sécuritaires

Dans l'espace national et communautaire, les Douanes Togolaises assurent la protection et la sécurité des citoyens en veillant au respect des réglementations relatives à la qualité et à la sécurité des produits industriels importés.

Les Douanes Togolaises jouent, en collaboration avec les autres forces de l'ordre et de sécurité, un rôle essentiel dans la lutte contre la fraude, la contrefaçon, la criminalité transfrontalière, le terrorisme, le trafic des enfants ou des stupéfiants....

III – LES REFORMES ENGAGEES

C'est le décret N°2006-124/PR du 20 septembre 2006 relatif à la mise en place du projet de réforme et de modernisation de l'Administration des Douanes qui constitue la feuille de route des diverses actions conduites par le Directeur Général pour une douane plus performante dans des domaines précis tels que, le renforcement des capacités, l'amélioration des relations avec des partenaires, la sensibilisation des agents....

Pilier des réformes engagées, le Plan Stratégique 2007-2011 a été élaboré suite à une mission de diagnostic complet des Douanes Togolaises effectuée en décembre 2006 par des experts de l'Organisation Mondiale des Douanes (O.M.D).

Ce plan stratégique fait ressortir les fonctions essentielles à travers lesquelles l'Administration des Douanes compte accomplir ses missions. Chaque fonction est assortie d'objectifs précis, des tâches liées à ces objectifs, les services responsables, les délais d'exécution, les coûts et les critères de résultats.

Cinq années après le début des réformes, quels résultats a-t-on obtenus ?

IV – LES RESULTATS DES REFORMES

Les réformes entreprises ont apporté des améliorations au niveau du fonctionnement général des différents services des douanes. Mais les plus remarquables sont observées surtout dans :

- La maîtrise du système d'évaluation des véhicules usagés ;
- L'augmentation des recettes douanières au profit de l'Etat ;
- L'informatisation des services et de la procédure de dédouanement ;
- Le renforcement des capacités de l'Administration des

Douanes;

- Le renforcement de la lutte contre la fraude, la contrefaçon, et la piraterie ;
- L'élaboration du code d'éthique et de bonne conduite des agents;

IV-1- La maîtrise du système d'évaluation et la hausse des recettes sur les véhicules usagés

Avant décembre 2008, les agents des Douanes togolaises utilisaient une méthode manuelle pour déterminer la base taxable des véhicules usagés importés. Cette méthode entraînait la corruption, le favoritisme le clientélisme, l'injustice fiscale et les pressions intenses sur les agents des douanes occasionnant une grande déperdition fiscale. Pour lutter contre ces fléaux, l'Administration des Douanes a signé un contrat de prestation de service avec la Compagnie Togolaise d'Evaluation et de Contrôle (COTEC) pour la détermination de la valeur en douane des véhicules importés.

L'assistance de COTEC a permis d'assainir le secteur des voitures d'occasion et a aussi contribué à améliorer le niveau des recettes fiscales réalisées sur ces véhicules (de 4,966 milliards en 2008 pour 12.530 véhicules à 6,291 milliards au premier semestre 2011 pour 6.294 véhicules.)

Certes, cette innovation avait suscité des remous au départ, mais après des explications du mécanisme au public, le système fonctionne à merveille.

IV-2- Des recettes douanières toujours en nette progression

De 2005 à nos jours, les recettes douanières ont connu une forte progression, passant de 79,8 milliards à 133,2 milliards de francs CFA.

IV-3- L'informatisation complète de L'Administration des Douanes

Tous les services de la Direction générale et des directions régionales des douanes sont entièrement informatisés et connectés au réseau internet. L'utilisation de ces nouvelles technologies de l'information et de la communication a modifié considérablement la manière dont les tâches traditionnelles d'administration et de gestion s'effectuaient.



DIRECTION GENERALE
DES DOUANES

FOCUS SUR LES DOUANES TOGOLAISES



l'information et de la communication a modifié considérablement la manière dont les tâches traditionnelles d'administration et de gestion s'effectuaient.

Aussi, la procédure de dédouanement a-t-elle été informatisée, aboutissant à l'adoption de la déclaration en douane unique (D.D.U). Les opérations douanières sont alors plus faciles à accomplir.

Aujourd'hui, les bureaux des douanes totalisant plus de 95% des recettes sont informatisés.

IV-4- Renforcement de capacités de l'Administration des Douanes

• Les ressources humaines

Il y a eu le recrutement de plus de 300 agents des douanes en 2009 afin de combler les insuffisances constatées dans l'accomplissement de ses missions.

L'Administration des Douanes togolaises a en outre mis un accent particulier sur la formation de ses agents. En marge des cours de douane dispensés à l'Ecole Nationale d'Administration de Lomé, des fonctionnaires togolais effectuent périodiquement des stages à l'étranger pour acquérir les nouvelles techniques douanières.

• La Dotation en infrastructures immobilières

De nouvelles infrastructures immobilières ont été érigées et équipées dans le but d'offrir les meilleures conditions matérielles de travail aux agents.

Il s'agit de la construction des sièges des directions régionales et des bâtiments des bureaux et postes des douanes sur toute l'étendue du territoire national.

• L'équipement du parc automobile

Depuis le début de la réforme, le parc automobile des Douanes Togolaises a été constamment équipé de différents types de

véhicules afin de permettre aux agents d'accomplir convenablement leurs différentes tâches. Les directions centrales de la direction générale, les directions régionales et les bureaux et brigades des douanes sont tous pourvus de matériels roulants appropriés.

IV-5-Renforcement de la lutte contre la fraude, la contrefaçon et la piraterie

Les Douanes togolaises ont toujours mis un accent particulier sur la lutte contre la contrebande en général et surtout sur la lutte contre la contrefaçon et la piraterie.

En juin 2007, l'Administration des Douanes Togolaises s'est vue, en effet décernée, le deuxième prix de l'O.M.D – sur les 180 pays membres – pour ses efforts dans la lutte contre la contrefaçon et la piraterie.

Les opérateurs économiques qui sont titulaires de marques ou brevets ou représentants de marques et brevets sont donc invités à contacter les Douanes Togolaises dans le cadre de la lutte contre la contrefaçon et la piraterie de leurs marques.

IV-6-L'élaboration du code d'éthique et de bonne conduite des agents

L'Administration des Douanes s'est résolument inscrite dans la politique globale du gouvernement pour lutter contre la corruption et le laxisme de son personnel. C'est pourquoi, elle s'est dotée d'un code d'éthique et de bonne conduite de ses agents. Après l'arrêté ministériel adoptant ce code, tous les agents ont été sensibilisés sur les attitudes à proscrire, au risque de tomber sous le coup de la loi. Un autre arrêté du ministre de l'Economie et des Finances crée un conseil de discipline afin de sanctionner les agents indisciplinés. Comme il apparaît, une nouvelle douane est née pour le bien de toute la population.



DIRECTION GENERALE
DES DOUANES

FOCUS SUR LES DOUANES TOGOLAISES



IV-7-La mise en place d'un plan social pour la famille douanière

Malgré les difficultés rencontrées, l'Administration des Douanes a pu organiser un système interne de couverture médicale pour ses agents, et a construit un centre médico-social où intervient un Professeur Agrégé en médecine pour les consultations médicales du personnel des douanes.

V – LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Certes, les Douanes togolaises ont connu une évolution au cours de ces dernières années. Cependant, des efforts restent à faire pour maintenir le cap et réaliser d'autres ambitions pour une douane plus moderne au service de la nation.

V-1 – L'élaboration d'un nouveau code des douanes

Aujourd'hui, avec un code des douanes datant de 1966, il était nécessaire de le revisiter pour l'adapter aux nouvelles réalités de l'heure. C'est pourquoi, un nouveau code des douanes a été élaboré et se trouve déjà dans le circuit d'adoption.

V-2 – L'élaboration d'un statut particulier pour le personnel des douanes

Les agents des douanes ont cette particularité d'obéir à la fois au statut général de la fonction publique et au statut militaire. Un projet de statut particulier est en cours d'adoption pour clarifier leur situation administrative et leur donner davantage de moyens pouvant contribuer à améliorer leur performance.

V-3 – L'adoption d'un nouvel organigramme

Le nouvel environnement international des affaires conduit les

administrations douanières à mieux s'organiser pour faire face efficacement aux nouveaux défis. C'est pourquoi un projet de nouvel organigramme est en cours d'adoption en vue d'instaurer de nouvelles structures administratives au sein des Douanes Togolaises.

V-4 – L'informatisation de tout le circuit d'immatriculation des véhicules

L'un des projets majeurs qui tient à cœur à l'Administration des Douanes est l'informatisation et la sécurisation de toute la chaîne d'immatriculation des voitures depuis l'acquisition du véhicule, jusqu'à la pose de la plaque minéralogique. Il s'agira de nouer des contacts avec la direction des transports routier et ferroviaire, les compagnies d'assurance automobile et tous les services intervenant dans ce processus, pour trouver un terrain d'entente afin de lutter contre la prolifération de fausses plaques minéralogiques.

Bref, l'Administration des Douanes Togolaises s'est appuyée sur le décret 97-104/PR du 23 juillet 1997 et sur d'autres textes réglementaires pour organiser ses services et accomplir ses missions. Les réformes entamées suite au décret 2006-124/PR/du 20 septembre 2006 ont produit des résultats louables. C'est l'occasion pour le Directeur Général des Douanes, d'exprimer toute sa gratitude au Chef de l'Etat, au gouvernement, aux partenaires et aux agents qui ont œuvré pour les bons résultats obtenus. Cependant, des efforts restent à faire pour l'éradication totale de certaines pratiques condamnables chez certains agents, et, grâce à la mobilisation de tous et de chacun, les Douanes Togolaises pourront améliorer leurs performances pour le bien de l'économie nationale.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES
517, Avenue Sarakawa B.P. 353 Lomé - TOGO

Site web: www.douanes.tg / E-mail: directiongenerale@douanes.tg

Téléphone: (228) 22 23 00 00 Télécopie: (228) 22 20 87 99



TOGO TELECOM

Offrez-vous des solutions
encore plus adaptées
à vos besoins



Offres personnalisées

Baal

Programme de fidélisation

HElim
L'INTERNET HAUT DÉBIT PAR TOGO TELECOM

Miabo
Téléconférence AUDIO VIDEO
La conférence à distance

EMÉKO!
La facture en ligne

Chemoi
La téléphonie fixe

illico
La téléphonie fixe sans fil

SMPA
Sonneries sélectives

SMS
Messages courts

Pour tout renseignement complémentaire, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.
Service client : 112 (3 impulsions par appel) Débranchement : 119 (Appel gratuit)

Place de la Réconciliation (sis à Atchanté)
B.P. 333 Lomé - TOGO
Tél : (+228) 221 44 01/253 44 01 - Fax : (+228) 221 03 73
Email : spdg@togotel.net.tg

www.togotelecom.tg

TOGO TELECOM, La Référence



AIRFRANCE 

4 fois par semaine,
Air France
vous accompagne
vers la France
et le reste du monde.

À partir du 07/06/2011.

* BETIC (BURUNDI)

AIRFRANCE KLM

www.airfrance.tg

TOGO CELLULAIRE



Un grand saut
vers plus de liberté

BAISSE SES TARIFS

	Profil		
	PRIVILÈGE	CLASSIQUE	JEUNE
APPELS TOGOCEL vers TOGOCEL	85 ^F	90 ^F	115 ^F
APPELS Autres réseaux	110 ^F	140 ^F	150 ^F
APPELS Internationaux	195 ^F	195 ^F	195 ^F
SMS TOGOCEL vers TOGOCEL	30 ^F	30 ^F	20 ^F
SMS Autres réseaux	50 ^F	50 ^F	50 ^F
SMS Internationaux	90 ^F	80 ^F	70 ^F

Pour les appels TOGOCEL vers TOGOCEL :
-40% les dimanches et jours fériés
-50% du lundi au samedi de 22h00 à 04h59



LE LEADER